

# REVUE

DES

# SCIENCES POLITIQUES

Publiée avec la collaboration des professeurs et des anciens élèves  
de l'École libre des Sciences politiques

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE. TOME LII. — AVRIL-JUIN 1929

EXTRAIT

SOUVENIRS DIPLOMATIQUES  
MA MISSION A CONSTANTINOPLE (1896-1900)

PAR  
T. G. DJUVARA



LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108. BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

Chèques postaux : Paris 96-61.

1961

D

**B.C.U. Bucuresti**



**C1772**

Inv. 969.  
Inv. A. 43.956

BIBLIOTECA CENTRALĂ UNIVERSITARĂ  
BUCUREȘTI  
COTA.....969.....

PC 183/03

## SOUVENIRS DIPLOMATIQUES

### MA MISSION A CONSTANTINOPLE (1896-1900)

CONTROL 193



Comme à Bruxelles, j'avais déjà été premier secrétaire de la Légation de Roumanie à Constantinople (1883-84), avant de m'y rendre en qualité d'Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du roi Carol I<sup>er</sup>. Mon chef d'alors était Pierre Maurojeni, un de nos hommes politiques les plus avisés. Ancien ministre des Finances, il avait habilement établi l'assiette de nos impôts, sur lesquels la Roumanie vécut pendant un demi-siècle. Je suis resté dans les meilleurs rapports avec lui, même après avoir quitté la Turquie, et je possède de lui une intéressante correspondance, du temps où il était ministre à Vienne et où j'étais directeur politique au ministère des Affaires Étrangères.

A cette époque, tous les gouvernements, lorsqu'ils chargeaient d'une mission diplomatique une personnalité en dehors de la carrière, s'adressaient à des hommes de tout premier ordre, à d'anciens présidents du Conseil ou ministres, tels que : M. Kogalniceano, Ion Ghica, P. Carp, P. Maurojeny, J. Balaccano, Th. Rosetti, etc. Les diplomates de carrière étaient les premiers à s'en féliciter, car la capacité, autant que la grande autorité morale de ces *intrus* illustres, jetaient un grand éclat sur leurs actions patriotiques. Bien au contraire, dans ces temps derniers, un trop grand sans-gêne a régné dans le choix de quelques chefs de mission, en dehors de la carrière : d'anciens et médiocres préfets, des avocats de second ordre, des professeurs sans aucune renommée, d'éphémères chefs de cabinet de ministres, voire de simples agents électoraux furent juchés à la tête de nos Légations à l'étranger; cela ne relèvera pas notre prestige. Il y a toutefois une brillante exception : M. Titulesco, ancien ami de Take Jonesco. Pour ce collègue j'ai toujours eu la plus haute estime. Mais, en principe, pour la représentation à l'étranger, les diplomates de carrière doivent être préférés; dans l'exercice de leur fonction, ils n'apporteront pas les rancunes inassouvies des partis

politiques, ni ne commettront d'erreurs protocolaires<sup>1</sup>. Ils ont de plus l'avantage de retrouver partout d'anciens collègues, qui ont confiance en eux et les documentent sur les affaires générales.

A cette époque lointaine, notre légation était installée à Boyouk-Déré, pendant l'été. Je m'y trouvais très heureux et j'avais déjà commencé à recueillir des documents concernant le peuple turc. J'y serais certainement resté plusieurs années encore, sans la perte de mon père. Je fus donc obligé de solliciter mon retour au ministère, afin de pouvoir mettre un peu d'ordre dans mes affaires. On envie couramment ceux qui embrassent la carrière diplomatique. Elle a, comme revers de la médaille, le déracinement du diplomate de son propre pays et souvent la ruine de ses intérêts matériels.

Nommé, le 15 mai 1896, ministre à Constantinople, j'y retournai donc avec joie. Je subis, pour la seconde fois, le charme prenant du Bosphore, auquel personne n'a jamais résisté. C'est sûrement la position la plus pittoresque du globe, plus belle que celles de Naples, de Rio de Janeiro, de la Baie des Anges de Nice, de Lisbonne et de Stockholm. Elle a été magnifiquement célébrée par des écrivains tels que Théophile Gautier, Pierre Loti, Claude Farrère, Gubernatis. De leur côté, les diplomates ne quittaient jamais ce pays enchanteur sans un profond regret. Pour expliquer cet engouement général, il faut reconnaître que, en dehors des beautés de la nature, le caractère chevaleresque et tolérant du peuple turc vous dispose en sa faveur. Même après une guerre, on tend de bonne grâce la main aux Osmanlis, comme après un duel loyal.

#### MES INSTRUCTIONS. PROJET D'ALLIANCE TURCO-ROUMAINE.

Le sultan Abdul-Hamid<sup>2</sup> régnait par la terreur rouge, mais, il faut le reconnaître, avec un tact et une finesse qui lui permettaient de

1. Un de ces ministres, sous le prétexte que c'était en été, ne s'avisait-il pas de se rendre à une grande réception officielle du soir, en habit, cravate blanche et souliers jaunes?

2. Bismarck a dit de lui : « En Europe on prend le sultan Abdul-Hamid pour un malade, mais, pour ma part, je le tiens pour un diplomate bien supérieur aux autres sur les rives de la Corne d'Or; à mon avis, on ne lui rend pas assez justice. » Il y a évidemment, dans ce propos, de l'exagération, motivée par la *captatio benevolentiae* que le chancelier de fer voulait exercer sur l'autocrate musulman; toutefois, celui-ci était un homme politique très perspicace et très habile.

louvoyer à travers les écueils les plus dangereux de la politique européenne. La Roumanie gravitait, à cette époque, dans le cercle d'action de la Triple Alliance. Voici la traduction des principaux passages des instructions olographes et inédites que me remit, le 24 juin 1896, mon chef, Demètre Sturdza, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères :

1° Ne perdons pas de vue que les intérêts du Royaume sont étroitement liés, sur un point important, aux intérêts des Puissances centrales : le maintien de la paix européenne; 2° Nous devons donc seconder tous les efforts que font les Puissances centrales pour que la paix ne soit pas troublée en Orient; ... 4° Nous avons grand intérêt au maintien de l'Empire ottoman; 5° En Macédoine, les intérêts de la Roumanie sont liés à ceux de la Turquie, afin que les Roumains macédoniens ne soient pas submergés par les éléments grecs, bulgares et serbes; 6° Au Patriarcat œcuménique, l'intérêt du Royaume commande de surveiller de près l'action russe, qui poursuit la transformation de ce Patriarcat, aujourd'hui grec, en Patriarcat œcuménique slavon (c'est-à-dire russe), pour s'en servir plus utilement dans la domination de l'Orient.

Je dois dire, dès le début, que ces instructions ne m'empêchèrent pas d'avoir les meilleures relations avec MM. Paul Cambon et Constans, que je fréquentai assidûment, ainsi qu'avec les secrétaires français, parmi lesquels je citerai M. Bapst et M. de Margerie, plus tard ambassadeurs. Je conserve une précieuse lettre de M. Constans, qui me félicita très cordialement de la publication de mon volume : *Traité et conventions de la Roumanie*. Par affinité de race et par mon éducation, je n'ai jamais caché mes sentiments francophiles; c'est moi qui (en 1906) ai fait donner, sous le règne de Carol I<sup>er</sup>, les noms d'Edgar Quinet et J. Michelet à deux des principales rues de Bucarest. J'établis aussi des relations étroites avec quelques familles françaises : comte et comtesse d'Arnoux, Caporal, comte et comtesse Ostrorog, comte et comtesse J. Bertier de Sauvigny, M. et Mme de Cerjat, ainsi qu'avec la société grecque, dont je parlais un peu la langue. Je retrouverai celle-ci, plus tard, à Athènes.

\* \* \*

Un mot sur le corps diplomatique. L'Allemagne a eu successivement comme ambassadeurs : le baron Saurma (qui fut rappelé, parce

qu'il dévoila ses conversations avec le sultan, dans l'affaire de la persécution des Arméniens) et le fameux baron Marshall von Biebersstein, que le sultan désignait sous le nom de *grand seigneur*. Notre doyen, le baron Calice, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, avait comme conseiller le baron Macchio, plus tard ambassadeur. La Russie eut deux ambassadeurs : M. de Nelidow, que j'avais déjà connu en 1883, et M. Zinoviev, que le sultan appréciait dans ces termes :

« Le Tzar nous envoie un diplomate extrêmement fort, je dirai presque dangereux : Zinoviev. » La Belgique était représentée par M. Neyt, dont la charmante fille est aujourd'hui comtesse de Geoffre de Chabrignac; à un moment, il fut question qu'elle épousât Eugène E. Statesco, mon attaché. Celui-ci avait un petit nez camus; le ministre belge le persiflait ainsi : « M. Statesco *néanmoins*. » Wladan Georgevitch, plus tard président du Conseil, représentait la Serbie; le marquis de Camposagrado l'Espagne, le prince Mavrocordato la Grèce. J'eus la chance de retrouver M. Pausa comme ambassadeur d'Italie, après avoir été ensemble secrétaires à Constantinople; il me dit, en me voyant arriver : « Rien n'est changé ici; vous retrouverez, dans notre rue Kaberistan, le même trou béant, que nous connûmes dans le temps! » Sous ses ordres se trouvaient : le comte Galina, plus tard ambassadeur à Paris; le comte Carlotti, plus tard ambassadeur à Saint-Petersbourg; le comte Manzoni, aujourd'hui ambassadeur à Paris; avec eux je jouai souvent au bégique chez Mme Cangia, l'aimable femme du premier interprète de l'ambassade. L'ambassadeur d'Angleterre était Sir Philippe Currie; plus tard, il fut remplacé par Sir Nic. O'Conor, qui venait de Pétersbourg et que j'avais eu, pendant trois ans, comme collègue à Sofia.

J'ai eu, à Constantinople, comme conseillers ou secrétaires : J. Cretziano, dont la toute jeune femme née Stirbey, mère de deux garçons jumeaux, succomba à Péra, à la suite d'une fièvre typhoïde; il est aujourd'hui ministre à Washington; C. Nanu, dernièrement encore ministre à Berlin; N. Filality, actuellement ministre à Constantinople, diplomate pénétrant, collaborateur sympathique; N. Filodor, actuellement ministre à Belgrade; M. Pacliano, ancien ministre au Caire et à Stockholm, décédé récemment; enfin C. Argetoyano, aujourd'hui homme politique cultivé, énergique et de grand avenir.

\*  
\* \*

J'avais préparé (26 mai 1896) un mémoire que je remis à la Sublime Porte; en voici un résumé :

1<sup>o</sup> L'État ottoman est l'État polyglotte par excellence; son progrès dépend de l'harmonie entre les éléments hétérogènes qui le composent; 2<sup>o</sup> De très grandes provinces se sont détachées de la Turquie, pour former des États indépendants : la Roumanie, la Grèce, la Serbie et la Bulgarie; il est naturel que les éléments similaires des trois derniers États, qui sont restés en Turquie, aient leur centre de gravité là où se trouvent leurs congénères, constitués en pays distincts. Seuls les Roumains ne peuvent pas aspirer à se rattacher à la Roumanie, par-dessus la Bulgarie; 3<sup>o</sup> Il n'y a pas d'État au monde qui ait autant d'intérêt que la Roumanie à ce que l'Empire ottoman se consolide de plus en plus. L'homme malade de Nicolas I<sup>er</sup> se porte encore bien et nous devons travailler à ce qu'il se fortifie davantage. Les divers plans de partage de l'Empire sont restés de simples projets académiques; 4<sup>o</sup> Nous nous sommes amicalement conduits envers les musulmans de la Dobroudja; nous demandons la même tolérance pour les Roumains de Macédoine; 5<sup>o</sup> Les Roumains de Turquie, qui passeraient sous l'influence grecque, bulgare ou serbe, seront fatalement turcophobes; 6<sup>o</sup> Nous demandons un Évêché roumain, placé sous l'égide de la Sublime Porte, pour que nos écoles ne soient pas soupçonnées de subir une influence étrangère, du moment que, selon l'organisation de l'Empire, elles seront sous la surveillance de l'Évêque, sujet ottoman.

\*  
\* \*

Pendant l'été de 1896, M. Dém. Sturdza remit au comte Goluchowski (qui avait été longtemps ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest), un mémoire, dont je possède une copie originale olographe en allemand. Il commence ainsi :

Depuis l'expédition de Pierre-le-Grand vers le Pruth, les efforts constants de la politique russe ont été dirigés vers la conquête de la péninsule balkanique. — Il finit ainsi : « Il faut faire le travail suivant : opposer aux éléments de la Turquie d'Europe, dirigés par les Russes, à côté des Turcs, un peuple très répandu, énergique, intelligent, non slave, mais chrétien; protéger et aider la séparation de l'Église orthodoxe, en opposition avec l'action d'unification russe, et montrer aux Russes que, malgré la croix, le slavisme et l'orthodoxie ne peuvent pas dominer l'Orient. »

On comprend qu'on devait combattre le slavisme, mais l'orthodoxie? Cela était étrange de la part d'un ministre orthodoxe!

\* \* \*

Le protocole exigeait qu'avant la présentation solennelle de mes lettres de créance, j'assistasse à la cérémonie du Selamlik du premier vendredi après mon arrivée, dans le pavillon construit *ad hoc* devant la mosquée d'Yldiz-Kiosque. Introduit auprès du sultan, Sa Majesté m'offrit immédiatement une cigarette; une véritable terreur s'empara de moi; je dois expliquer que j'avais fumé une seule cigarette, à l'âge de quinze ans, pendant que j'étais au gymnase de Braïla; j'avais été littéralement malade; je crus rendre l'âme... Plus jamais je n'avais goûté à l'herbe traîtresse. Ce n'était certes pas le moment de récidiver; c'eût été très mal débiter. Je chargeai mon premier drogman de dire de ma part au khalife que, si je fumais cette cigarette, elle s'en irait en cendre et en fumée; je sollicitais donc la faveur de la conserver, en souvenir de cette première entrevue. Abdul-Hamid, qui était très fin, comprit; il fit en souriant un petit signe d'adhésion; je mis le redoutable engin dans ma poche et, plus tard, toutes les fois que je me rendis chez le sultan, je répétai imperturbablement cette opération, rassurante pour moi.

Je présentai mes lettres de créance au sultan avec la pompe habituelle, qui était très brillante : les équipages de la Cour impériale vinrent me prendre à Péra pour me conduire au palais d'Yldiz-Kiosk, où le grand-maître des cérémonies m'attendait, à l'entrée, au bas de l'escalier; je traversai un grand salon, où une quinzaine de généraux et hauts dignitaires étaient alignés, tout chamarrés de cordons et de décorations. Dans un second salon, ma suite s'arrêta et je fus seul introduit dans un minuscule salon où se trouvait le sultan; entre parenthèses, la porte d'entrée était très basse et mon premier drogman m'expliqua que Abdul-Hamid aimait beaucoup voir les représentants étrangers contraints de se baisser. Cela rehaussait sa puissance devant ses sujets. Les Turcs sont parfois de grands enfants. Après le discours d'usage, je fus autorisé à présenter à l'empereur des Ottomans les personnes officielles qui m'accompagnaient.

\*  
\* \*

Halif Rifaat Pacha était grand vizir; il avait plus de quatre-vingts ans. Ce vieillard à barbe blanche, très flegmatique, était la douceur personnifiée. Comme il ne parlait pas le français, on devait être accompagné d'un interprète. Deux mots revenaient constamment dans sa conversation : *peki* (bien) et *yavash* (lentement). Il ne vous refusait rien... pour le moment, quitte à ajourner indéfiniment l'exécution de ses promesses. C'était là la force de la passivité turque. A ses pieds gisait, en permanence, une petite valise, dans laquelle il emportait les papiers importants. Ces archives ambulantes faisaient le désespoir des fonctionnaires.

Tewfik Pacha, le ministre des Affaires étrangères, était le type du diplomate accompli : très courtois, très instruit, c'était un plaisir de traiter avec lui. Plus tard, après mon départ, il fut, pendant longtemps, ambassadeur à Londres. En 1897, je signai avec lui un traité de commerce. Les négociations furent inénarrables. Plusieurs délégués roumains, techniciens, m'assistaient, parmi lesquels mon frère. Les Turcs avaient, comme délégués : Artin Dadian Effendi, sous-secrétaire d'État, Noury Bey, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, d'origine française et père des deux *Désenchantées*, de P. Loti. Étant mon voisin, il fit danser devant moi ces délicieuses enfants, qui n'avaient pas encore pris le *yachmak* (voilette); Noradounghian Effendi, le jurisconsulte bien connu qui, pendant la grande guerre, personnifia le peuple arménien; Nikolaki Effendi Sgouridès. Les négociations, très laborieuses, traînaient; lorsqu'on croyait avoir terminé, l'affaire rebondissait. Enfin, on fixa un jour pour la signature du protocole final. A ma stupéfaction, les délégués tures, très mielleusement, demandèrent encore une diminution de la taxe douanière sur les noisettes. Évidemment ce n'était là qu'un prétexte pour ajourner encore l'entente. Pour le coup, je me fâchai : je me levai et, à leur grande surprise, je leur déclarai que, sans plus demander aucune instruction complémentaire à mon gouvernement, je leur accordais la réduction proposée. Je mis ainsi fin à cette comédie. Certes, il n'était pas commode de négocier avec les Turcs de ce temps-là, car les éléments grecs et

arméniens qui les assistaient compliquaient davantage les difficultés. Mais, à la suite d'un avis du Conseil des ministres, qui voulait à nouveau examiner le projet de convention, je dus, le 13 mai 1897, écrire à Izzet Bey, lui demandant son intervention auprès du sultan, qui donna l'ordre de signer l'instrument diplomatique.

\* \* \*

Pendant l'été de 1896, nous eûmes, à Constantinople, les atroces massacres des Arméniens, provoqués par des bombes jetées à la Banque ottomane. Ce fut affreux. Des bekdjis (veilleurs de nuit), armés d'énormes gourdins, avec lesquels ils frappaient le pavé, pendant leurs rondes nocturnes, assommaient tous les Arméniens qu'ils rencontraient dans les rues. Ce massacre dura pendant trois jours, sous l'œil indifférent, sinon protecteur, des agents de police. Leur complicité sautait aux yeux de tout homme impartial. Un détail très caractéristique : dans la poche de la majorité des victimes, on trouva des revolvers dont les porteurs n'avaient pas usé : la peur des représailles officielles avait été plus forte que la peur de la mort ! Finalement, les ambassadeurs, devant un aussi cruel spectacle, s'alarmèrent et, chose unique jusqu'alors, ils adressèrent un télégramme collectif au sultan, le rendant personnellement responsable, si le forfait continuait. Le massacre, comme par enchantement, cessa une heure après ; la preuve de la connivence d'Abdul-Hamid était amplement faite. M. de la Boulinière écrivait à son Gouvernement : « C'est le sultan lui-même qui arme les bras de ces assommeurs et leur enjoint de courir sus à tout ce qui est arménien<sup>1</sup>. »

\* \* \*

Au printemps suivant l'insurrection de Crète menaçait de nouveau la paix de l'Orient ; elle fut réprimée, mais il devint évident que la poudrière, qu'était la péninsule des Balkans, était prête à éclater. Et en effet, la guerre gréco-turque ne se fit pas longtemps attendre. Avec une imprudence décevante, la Grèce déclara la

1. A. Mandelstam, *La Conférence*, Paris, 1918.

guerre à la Turquie, se faisant un raisonnement simpliste : en cas de réussite, elle gagnerait l'affranchissement définitif de la Crète et d'autres avantages encore; en cas d'échec, les grandes puissances interviendraient en sa faveur. La dernière hypothèse se réalisa : après les défaites successives de l'armée grecque, Athènes se vit menacée. L'impression dans la nombreuse et puissante colonie grecque de Péra fut formidable. Pour expliquer le recul constant des troupes hellènes, les patriotes grecs prétendaient très sérieusement que ce devait être un plan stratégique du grand état major hellénique afin d'attirer dans un guet-apens les troupes ottomanes et les exterminer en bloc. Ce beau rêve s'évanouit bien vite. Les grandes puissances durent s'interposer et la Grèce s'en tira à assez bon compte de cette aventure, où sombrèrent ses projets grandioses.

L'automne de cette même année, je devais partir en congé régulier. Le jour même fixé pour mon départ, un agent à cheval m'apporta l'invitation du sultan de me présenter au palais d'Yldiz-Kiosk; on avait tout arrangé pour que je pusse aller directement de là à Top-Hané, d'où, exceptionnellement, le bateau roumain devait m'emporter. Après de subtiles prolégomènes, Abdul-Hamid finit par me prier de parler au roi Carol I<sup>er</sup> d'une alliance que les deux États devraient conclure, pour empêcher un conflit général dans la péninsule balkanique. Il me remit un projet de traité d'alliance défensive à signer entre la Turquie et la Roumanie, dont voici le texte inédit des principaux articles :

*Article 1.* Le Gouvernement Impérial ottoman et le Gouvernement Royal de Roumanie s'engagent à se prêter mutuellement aide et assistance effective pour la défense de leur intégrité territoriale et de leurs droits et intérêts particuliers contre toute attaque de nature à les compromettre, venant de la part des États balkaniques voisins ou de l'un d'entre eux. — *Art. 2.* Cet engagement est basé sur les principes de réciprocité. Mais l'assistance défensive à prêter par la Roumanie ne vise que les territoires de l'Empire ottoman sis en Europe. — *Art. 3.* Il est entendu que l'assistance, que devront se prêter mutuellement les deux parties, devra s'exercer de la façon la plus appropriée à la défense de leurs territoires. *Art. 4.* Le contingent général des différentes armes des corps d'armée qui seraient affectés, le cas échéant, soit par le Gouvernement Impérial ottoman aux mesures défensives de la Roumanie, soit par celle-ci à la défense des

territoires susmentionnés de l'Empire, ne pourra excéder le chiffre de 100 000 hommes. Le commandement de ces corps d'armée sera dévolu à un officier supérieur désigné par la Puissance à laquelle ils appartiennent. L'État-Major de l'armée chargée de prêter assistance devra se joindre à l'État-Major des forces armées du pays à assister. Le commandement de l'armée qui prêtera assistance devra se concerter avec le département de la guerre du pays où il se rendra, pour arrêter, en commun, le mode d'après lequel devront s'effectuer les opérations défensives. — *Art. 5.* Les deux Parties contractantes devront se mettre au préalable en communication pour décider l'expédition, si besoin est, de troupes de la part de l'une dans le territoire de l'autre et déterminer, autant que possible, la durée de leur séjour. Cette durée pourra, suivant les nécessités, être prolongée, après entente.

Je remis ce document au roi Carol I<sup>er</sup>, à Sinaïa, en présence de M. Sturdza. Avec sa prudence accoutumée, notre souverain nous dit que nous ne devons rien communiquer, par écrit, ni au sultan, ni à la Sublime Porte, et qu'à mon retour à Constantinople, j'expliquerais verbalement à Abdul-Hamid le danger et l'inutilité d'un traité d'alliance en règle. En échange de deux chevaux arabes qu'il reçut du sultan, le roi Carol chargea le beau-frère de Take Jonesco de porter à Abdul-Hamid deux magnifiques chiens bergers de pure race roumaine; ces deux futiles amabilités furent les seuls témoignages d'une alliance vaguement ébauchée.

\*  
\* \*

Le sultan, très bien informé des menées balkaniques par un service d'espionnage qui lui coûtait très cher, était particulièrement inquiet des agitations bulgares et macédoniennes. A chaque printemps, après la fonte des neiges, il me mandait à Yildiz-Kiosk et me mettait au courant de ses appréhensions. Invariablement aussi, je lui tenais à peu près ce langage : « Les effervescences balkaniques sont fatales chez des peuples tenus longtemps sous le joug ottoman et qui aspirent à refouler en Asie l'ennemi séculaire. Mais le danger ne me paraît pas immédiat. De deux choses l'une : ou bien les Bulgares sont poussés en avant par la Russie et auront son concours effectif, et alors une grande guerre générale s'ensuivra en Europe; ou bien les Bulgares feront un coup de tête, sous leur

propre responsabilité, et dès lors, se trouvant isolés, les troupes turques en auront facilement raison; cette dernière alternative semble peu probable. Seule une coalition de tous les États balkaniques chrétiens serait redoutable. Pourra-t-elle se réaliser et à quelle époque? Il faut donc s'armer en silence et attendre patiemment les événements, sans s'alarmer outre mesure. » Je crois avoir souvent tranquilisé le sultan avec ces propos, très sincères.

#### LA VIE SOCIALE.

N'étant pas marié, à cette époque, je n'invitais à la Légation que mes amis et mes compatriotes de passage. Je donnais mes dîners officiels au Cercle d'Orient, installé dans la maison d'Abraham-Pacha et qui disposait d'un fameux ancien cuisinier du palais impérial. Non seulement tous mes collègues y venaient, mais encore les ambassadrices, ce qui compta comme un succès. Le 28 août 1897, je donnai également, au Summer Palace de Thérapia, un dîner diplomatique de 36 couverts, suivi d'autres pendant les étés.

J'invitai à Constantinople notre célèbre cantatrice Darclée, qui eut l'honneur de chanter devant le sultan, dans le petit théâtre d'Yldiz-Kiosk; tout le corps diplomatique y fut invité et aussi, derrière les grilles impénétrables, les dames du harem. Très curieux était l'orchestre, militarisé, ou les musiciens en uniformes avaient tous un grade. Abdul-Hamid traita ma compatriote en grand seigneur, la décora, la rétribua largement, l'hébergea au Péra Palace et mit un coupé à sa disposition, pendant tout son séjour dans la capitale ottomane. Il avait d'autant plus de mérite que, pareil à Léopold II de Belgique, il n'était nullement mélomane; il disait, à ce sujet : « Je veux quelque chose qui me distraie et non pas de la musique, qui cause de la fatigue cérébrale! » Notre brillante cantatrice Hélène Teodorini vint également à Constantinople et donna une représentation au théâtre des Petits-Champs.

Le 17 avril 1898, jour de Pâques orthodoxes, j'offris, au Cercle, un déjeuner en l'honneur de M<sup>me</sup> Pia J. Bratiano (veuve de l'illustre homme d'État Jean C. Bratiano) à son fils Ionel J. Bratiano, alors jeune ministre des travaux publics, aux deux demoiselles Bratiano et à quelques amis roumains. Au départ, j'eus soin de faire dissi-

muler, dans leurs cabines du bateau roumain, des boîtes de *rahat-loucoum*, avec une fausse carte de visite de Hadji-Bekir, le fabricant bien connu de cette friandise. De Constantza, M. Ionel J. Bratiano me télégraphia ces quatre vers, en roumain : « Au faux Hadji-Bekir — des centaines et des milliers de remerciements — de la part de ceux qui n'oublieront jamais — ni Stamboul, ni votre personne. » Promesses exagérées, qui fondirent comme le loucoum !

Je passais les étés au Summer Palace, sur le Bosphore. Les bateaux du service maritime roumain s'arrêtaient devant l'hôtel, pour prendre ma correspondance officielle et celle de mes collègues. Dans cet hôtel il y avait un vrai phénomène : un gentleman, orné d'un fez, qui ne pouvait frayer avec personne, et pour cause : c'était l'espion attitré du sultan. Il nous amusait beaucoup par son impassibilité et nous nous demandions ce qu'il pouvait rapporter sur nous, puisqu'il ne connaissait aucun diplomate. Je jouais au tennis à l'hôtel même, ou dans les ambassades voisines : anglaise, française, allemande ou italienne. J'allais souvent, le soir, avec M. de Bunsen, conseiller de l'ambassade d'Angleterre, jouer au bridge chez le baron Macchio, à Bouyoukdéré; une grande tempête nous surprit une nuit et nous vîmes la mort de près; mes *Kaïkdjis* pouvaient aussi, par peur, nous jeter à la mer, comme lest. Je visitai, naturellement, toutes les mosquées; le tombeau du prophète à Eyoub; les derviches tourneurs et hurleurs; Bourgourlou, au-dessus de Skutari, d'où le panorama est merveilleux et où il fait bon déjeuner... si l'on y transporte les victuailles et les boissons nécessaires; le Trésor du Vieux Sérail, où je conduisis des compatriotes à maintes reprises; *Kiat-hané* (eaux douces d'Europe) *Ghiok-Souyou* (eaux douces d'Asie); Brousse, à la belle mosquée verte. Je séjournai aussi trois mois d'un été à Prinkipo, avec mes deux fils. A la fin de leurs vacances, je devais passer avec eux sur la côte d'Asie, pour prendre le train qui devait les conduire jusqu'au bateau roumain. Par suite d'un accident de notre mouche à vapeur, nous dûmes poursuivre la traversée en barque à voile. A peine accostions-nous à la côte d'Asie, que j'entendis le sifflet de la locomotive; en même temps, sans rien me dire, un de mes deux cavas partit comme une flèche vers la gare; l'autre *cavas* nous pressa de nous y rendre également. A ma grande stupéfaction, je vis le train qui avait attendu plus d'une demi-heure. Je

m'empressai d'aller m'excuser auprès du chef de gare, mais celui-ci, qui parlait bien le français, me dit : « Cela n'a aucune importance; nous aurions encore attendu pour ne pas faire manquer le bateau à vos fils! » Évidemment, c'était exagéré, mais une courtoisie, même excessive, flatte toujours.

Plus agréable fut la visite de M. Zander, directeur général des chemins de fer d'Anatolie; il me dit qu'il avait reçu l'ordre de mettre à ma disposition un train, qui me conduirait, avec mes invités soit à Angora, soit à Koniah. Très interloqué, je ripostai : « Vous voulez dire un wagon; — Non, tout un train! » J'étais réellement confus. J'acceptai et j'invitai : le comte Errambault de Dudzeele, ministre de Belgique, avec son fils Gaston; le Jonkeer van der Staal de Pierhill, ministre des Pays-Bas; G. Filality, notre Consul général D. C. Petresco, M. Paul Weitz, journaliste, que M. Morgenthau qualifia, plus tard : « Un des hommes les mieux informés de la Turquie ». Le train était un modèle de confort; chaque wagon était divisé en deux réelles chambres à coucher, avec tout le nécessaire; en plus, il y avait un wagon-salon et un wagon restaurant; excellente cuisine et champagne permanent. Nous voyagions seulement la nuit, pour bien voir le pays. A Eski-Sheir, nous nous dirigeâmes sur Koniah, que j'avais choisi comme but de l'excursion. A une station, dont le nom m'échappe, un jeune israélite entra dans mon wagon et m'offrit un bocal, en me disant en roumain : « Puisque vous vous appelez *Trandafir* (rose), permettez-moi de vous donner de la confiture de roses! » Je remerciai, en souriant de la plaisanterie, et lui répondis : « Ce n'est pas seulement pour faire ce calembour que vous vous êtes dérangé? » Il sollicita mon intervention dans une affaire, qu'il avait aux chemins de fer; je ne manquai pas de lui donner une carte de recommandation.

Arrivés à Koniah, nous fûmes reçus avec les honneurs dus à notre rang. Des équipages nous conduisirent au *Conak* du gouverneur (*Vali*) Férid Pacha, qui fut plus tard grand vizir; je conserve la photographie prise au moment où je descendais de ma voiture. Il ne m'appartient pas de faire ici l'éloge de Férid Pacha, qui était un homme politique de premier ordre; il nous donna tous les renseignements désirés et nous documenta amplement sur l'état de la province. Je demandai à faire une visite au fameux *Tchélebi*, chef

des derviches tourneurs; ce prélat, qui jouissait du privilège de ceindre, aux nouveaux sultans, le sabre du prophète Mohamed, à la mosquée d'Eyoub, était très redouté d'Abdul-Hamid. Celui-ci ne lui permettait pas de sortir de Koniah. La maison, très grande, mais modestement meublée, avait un plancher en bois de sapin blanc, proprement lavé. Le Tchélébi nous dit qu'il se réjouissait de faire notre connaissance, grâce au chemin de fer; il ajouta, je ne sais par quelle association d'idées, qu'il devait encore à cette invention le plaisir d'avoir goûté au champagne, qu'il appréciait hautement. On sait que les musulmans, pour tourner les prescriptions catégoriques du Coran, l'ont interprété dans le sens que seul le *jus de raisin*, c'est-à-dire le vin, était défendu; ils ne se privent ni du cognac, ni des liqueurs, ni du champagne. Si Mahomet avait pu prévoir cette sophistique intéressée, il aurait plutôt permis le vin, assurément moins nuisible, que l'alcool et tous ses dérivés. Au retour à travers les plaines de l'Anatolie, nous vîmes les chameaux labourant la terre avec des charrues en bois. La traversée fut vraiment belle et nous rentrâmes enchantés à Péra.

\* \* \*

Le grand dîner, de plus de 400 couverts, que le sultan offrit à l'Empereur Guillaume II et à l'Impératrice d'Allemagne, fut éblouissant. Par une délicate attention, chaque diplomate se trouvait entre deux Turcs. A ma droite et à ma gauche, les deux Pachas, mes voisins, ignoraient totalement la langue française, ce qui évita toute conversation compromettante. Comme le sultan lui-même, tous les invités musulmans n'avaient pas de verre à vin, en sorte que la prescription du Coran, dont je parle plus haut, était rigoureusement respectée. Les laquais étaient trop nombreux, ce qui provoqua une confusion remarquée dans le service. Aussi, un diplomate dit-il, en partant : « C'était vraiment parfait; tout était froid, excepté le champagne. »

\* \* \*

La première fois que j'ai lu, dans les journaux, la nouvelle de la parution d'un iradé impérial, ordonnant le paiement des appoin-

tements des fonctionnaires<sup>1</sup> pour le mois en cours, j'appelai M. A. Lahaille, le premier interprète de la Légation, et lui exprimai mon étonnement que la presse s'occupât d'un événement bien mince et qui devait se renouveler tous les mois. J'appris alors que seulement deux ou trois fois par an, les fonctionnaires recevaient leurs émoluments. Pour le reste de l'année, ils avaient inventé un système très pratique, celui des petits sceaux à apposer sur les pétitions. Celles-ci étaient classées en plusieurs catégories, selon l'importance des affaires. On appliquait un, deux, trois ou plusieurs cachets et l'on payait une taxe proportionnelle, en livres d'or. Le produit de cet impôt graduel était partagé entre les fonctionnaires, d'après une échelle établie. Si l'on réfléchit, ce système était moins vexatoire et plus juste que l'arbitraire des pots-de-vin, autrement dispendieux, de certains pays, prétendument civilisés. Parlant de ces prébendes, Abdul-Hamid dit : « On reproche à nos fonctionnaires de manquer de moralité et de dignité, parce qu'ils recherchent le bakchiche; mais les maigres salaires, que leur paie notre pauvre État, ne sauraient suffire à les faire vivre<sup>2</sup> ».

\*  
\* \*  
\*

J'eus, à Constantinople, deux incidents protocolaires, concernant la préséance. Le premier, à un grand dîner officiel à l'ambassade d'Autriche-Hongrie, auquel on assistait en habit, avec grand cordon. En arrivant à Constantinople, je trouvai le prince Mavrocordato comme ministre de Grèce : il passait, naturellement, avant moi, dans les réceptions officielles. Mais survint la guerre gréco-turque. Mavrocordato dut recevoir ses passeports et quitter son poste. Contrairement aux usages diplomatiques, généralement admis, le gouvernement hellène, après la signature de la paix, insista pour que le Prince retournât à Constantinople et la Sublime Porte l'agréa de rechef comme ministre. En conséquence, il présenta de nouvelles lettres de créance. Au dîner dont je parle, je remarquai que mon collègue grec était placé avant moi. J'en touchai, discrètement,

1. « Un bon tiers de nos fonctionnaires se compose d'Arméniens » (*Pensées et Souvenirs de l'ex-Sultan Abdul-Hamid*, Neufchâtel, 1916, p. 13).

2. *Ibid.*, p. 22.

un mot, après dîner, au baron Macchio, le priant amicalement de ne pas en parler à son chef, mais de veiller à ce que ce fâcheux précédent ne se renouvelât pas, ce qui serait d'autant plus désobligeant que l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie était Doyen du corps diplomatique et, que, à ce titre, il donnait le ton. Le lendemain matin, le baron Calice, qui était très cérémonieux, se présenta chez moi et s'excusa d'un manquement dû simplement à une vieille habitude de service.

Second incident. A une réception de M. de Nelidow, en arrivant, je lui donnai la main et ne fis aucune attention au conseiller de l'Ambassade, M. Jadowski, qui était à côté de lui. L'ambassadeur de Russie vint me rejoindre quelques minutes plus tard; il me demanda si je ne connaissais pas M. Jadowski. Je lui répondis : « Non; il est vrai que je l'ai trouvé ici, et qu'il est plus âgé que moi (il avait une belle barbe blanche), mais je suis chef de mission. » L'ambassadeur s'en alla chercher son conseiller et me le présenta. Comme je n'avais que quarante ans, M. Edmond Fazy, dans son volume *Les Turcs d'aujourd'hui* (1898), me consacra deux pages et insinua que je devais teindre ma barbe; cela m'amusa beaucoup et je voulus un instant le prier de passer à la Légation avec son meilleur savon, mais je reculais devant les potins que mon défi aurait favorisés, dans un moment qui ne prêtait pas à la plaisanterie.

Si, dans la vie privée, le placement à table ne doit pas être pris au tragique, je considère que, lorsqu'on a l'honneur de représenter son pays, il faut défendre son prestige. Heureusement que le Congrès de Vienne de 1815 et la conférence d'Aix-la-Chapelle de 1818 ont raisonnablement réglé le rang des chefs de missions diplomatiques et l'ordre de préséance, selon l'ancienneté de la présentation des lettres de créance respectives; tous les diplomates qui se respectent respectent le droit acquis des collègues, assurés qu'à leur tour ces collègues respecteront leurs prérogatives.

#### LE MÉTROPOLITE ROUMAIN.

J'arrive au principal but de ma mission en Turquie : l'affaire du Métropolitain roumain. C'est moi qui ai proclamé le Métropolitain Antim comme chef de l'église roumaine de Macédoine.

L'antagonisme entre les Roumains et les Grecs en Macédoine était à l'état chronique; les persécutions du clergé grec contre les justes revendications des koutzo-valaques (*Izintzari*), qui réclamaient l'emploi de la langue roumaine dans leurs églises et dans leurs écoles, ne faisaient que s'accroître. A l'origine l'attitude du gouvernement royal fut très prudente. Le 29 février 1880, B. Boeresco écrivait à C. Esarco, ministre à Athènes : « Nous ne devons pas poursuivre une politique agressive, contre personne; sachons conserver, développer et défendre ce que nous possédons; vouloir davantage ne serait pas une simple ambition, mais une vraie folie. » Et cet éminent ministre des Affaires étrangères télégraphiait le 11 juin 1880 à Dém. Ollanescou : « Gardez la plus grande réserve dans toutes ces questions d'agitation en Macédoine. » Le 8 juin 1881, les délégués du peuple valaque de Macédoine, d'Epire et de Thessalie présentèrent aux ambassadeurs, à Constantinople, un mémoire, où ils déclaraient : « Il est juste et logique que les valaques jouissent des mêmes droits et avantages que les Grecs et les Bulgares de l'Empire. » En juillet 1892, les délégués du peuple valaque de Turquie adressèrent au sultan un placet, lui demandant « d'autoriser la nomination d'un chef religieux valaque ».

Mon prédécesseur Michel Mitilineu avait officiellement posé la question. Kiamil Pacha demandait que les koutzo-valaques reconnussent la suprématie du Patriarcat œcuménique, mais Saïd Pacha admettait qu'un chef religieux vînt de Roumanie et fût indépendant; on désignait alors Gherassim Timoush. Riza Pacha repoussa la prétention du Patriarcat d'empêcher l'usage de la langue roumaine dans les églises. A la suite de l'avis favorable du sultan, on considérait la question comme tranchée (télégramme du 23 mars 1892). On décida de créer deux évêchés, l'un à Bitolia (Monastir), l'autre à Janina. L'évêque de Monastir, dans la suite, deviendrait Primat. Mais la Russie prit position contre nous (télégramme du 19 août 1892). Les Grecs menacèrent de fermer toutes les églises roumaines. Le sultan prétendit que les Métropolitains roumains fussent sacrés par le Patriarche grec (télégramme du 24 août 1892). Les délégués roumains furent reçus par le *Moustéchar* du grand vizir. Mais, on trouva cependant quelques valaques grécomanes, qui protestèrent auprès du Patriarcat. Le grand



1772

vizir conseilla aux Roumains de s'entendre avec le patriarche. Les délégués roumains se présentèrent au patriarche, mais celui-ci n'admit qu'un évêque roumain à Monastir, dépendant du Patriarcat.

La lutte était conduite par Apostol Margarit, inspecteur général des écoles roumaines de Macédoine, homme cupide et versatile, dont l'activité et l'esprit d'intrigue donnèrent beaucoup de fil à retordre à tous ceux qui durent s'occuper de cette délicate affaire : Dès le 25 juillet 1878, notre ministère des Affaires étrangères le présente à Sawfet Pacha, grand vizir. Le 28 mai 1894, le Patriarcat adresse un mémoire au sultan. Les délégués roumains proposent comme évêque Ion Georgiade Murnu, de Budapest, que Margarit repousse. Al. Lahovary, ministre des Affaires étrangères, le menace de destitution, s'il ne présente pas un candidat. Enfin Margarit, après trois semaines de réflexion, désigne le Métropolitain Antim de Crusova; les délégués roumains et le gouvernement royal ne l'agrèent pas. M. Radu Sturdza, notre consul général à Constantinople, attaque violemment Margarit. En somme, celui-ci, en dehors de la confiance absolue de D. Sturdza, n'avait que des ennemis. Tel était l'état de discorde à mon arrivée à Constantinople, chargé d'organiser secrètement le fait accompli de la proclamation du métropolitain Antim. Dans ses instructions olographes, D. Sturdza me disait, sous n° 10 : « Ap. Margarit a été et doit demeurer notre homme de confiance, parce qu'il connaît la situation et les hommes, parce que c'est un esprit clair, un homme dévoué à la cause nationale, un agent éprouvé et l'homme de confiance de la Porte et du sultan. » Pour ma part, je ne demandais pas mieux que de collaborer loyalement avec lui; on verra plus loin que la chose était tout à fait impossible et j'expliquerai la raison profonde, pour laquelle D. Sturdza avait une confiance aveugle en lui.

\*  
\*  
\*

En partant en guerre, pour la réalisation de ma mission, je me rappelai ce que J. Balaceano, ancien ministre à Constantinople,

1. *Rapport d'Al. Padeano, n° 25 du 25 février 1897* : « Le Vali Abdul Kérim Pacha m'a dit que M. A. Margarit tantôt incline vers la politique italienne (c'est-à-dire catholique), tantôt vers la russe et tantôt vers l'ottomane et la roumaine. »

écrivait à P. P. Carp, ministre des Affaires étrangères, le 17 novembre 1878 : « Depuis que Abdul-Hamid est monté sur le trône, c'est toujours le sultan qui règne, mais c'est le palais qui gouverne. La Porte a perdu toute autorité. Le seul gouvernement existant aujourd'hui en Turquie, c'est le palais. » En conséquence, tout en renouvelant mes démarches auprès de Rifaat Pacha et de Tewfik Pacha, j'engageai des pourparlers avec le fameux Izzet Bey, secrétaire intime et confident du sultan, et avec Djelaledin Pacha, le chef de la police secrète du Khalife, grand joueur devant Mahomet; à ce dernier, je portai, à un *iftar* (dîner) qu'il m'offrit, 100 000 francs en or effectif<sup>1</sup>; bien entendu, à cause du grand poids de l'or, je fus aidé, dans cette besogne, assez déplaisante, par mon frère, M. Lahaille et l'attaché E.-E. Statesco. Le père de celui-ci, l'éminent homme d'État Eugène Statesco, qui se trouvait à Prinkipo, partageait mon avis : on aurait dû offrir une somme bien plus considérable, mais seulement après la reconnaissance de notre chef religieux. Mais l'entêtement de D. Sturdza fut irréductible. Il fit cadeau, par-dessus le marché, au grand vizir et autres dignitaires de décorations dont les insignes étaient ornés de brillants.

Dès le début de mon action, je ne manquai pas de prévenir le Gouvernement royal, par mon rapport n° 723 du 24 juillet 1896 : « Le seul obstacle sérieux, que nous rencontrerons dans cette affaire, est la prépondérance de la politique russe. » C'est seulement plus tard que je m'aperçus d'un second obstacle tout aussi sérieux : les intrigues de Margarit.

On peut juger de la situation grave où se trouvait l'Empire ottoman, par ce télégramme que j'expédiai à Bucarest le 27 août 1896, sous n° 626 : « L'ambassadeur d'Angleterre (sir Ph. Currie), qui est venu me voir aujourd'hui, m'a dit qu'un changement de règne est indispensable pour mettre une fin à l'anarchie en Turquie. » D. Sturdza en fut tellement alarmé, qu'il me répondit, sous n° 15 496 du 9 septembre : « Les Margarit ne doivent pas connaître communication anglaise, ni personnel de la Légation. » Pour les grandes

1. *Lettre olographe de D. Sturza du 24 avril 1897* : « D'ordre de S. M. le Roi, et comme acte spontané de S. M., Mon Auguste Maître, j'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence la somme de cent mille francs pour les remettre à S. E. Djelaledin Pacha, comme dédommagement pour les pertes subies par ses parents dans leur procès. »

questions d'ordre international, la confiance du ministre des Affaires étrangères dans les Margarit était limitée.

Le 13 novembre, je vis le sultan : « La réception que m'a faite, hier, S. M. le Sultan, après le Selamlik, a été exceptionnellement bienveillante, j'ose dire affectueuse. Après une conversation d'une heure, il est clair que, dans la situation politique actuelle, si critique, l'Empereur des Ottomans attache un grand prix à l'amitié roumaine.... Le sultan reconnaît que les Roumains de Macédoine Lui ont rendu des services signalés... aussi veut-Il améliorer leur sort » (*Rap. n° 922 du 14 nov.*). Le 16 novembre, je télégraphiai sous n° 995 : « Le patriarche admettra peut-être un évêque roumain dans une éparchie quelconque de l'Empire, comme en ont les Serbes, mais 'jamais un évêque des Roumains de l'Empire, domicilié à Constantinople. » Mais je devais marcher coûte que coûte; c'est ce que je fis.

Dans mon rapport n° 956 du 20 novembre 1896, je racontai le fait suivant : « Avant-hier, j'ai réussi à faire officier une messe, à la cathédrale grecque de Péra, sous le prétexte de mon jour de naissance; l'office fut célébré par S. S. Métropolitte Basile d'Antialo membre du Saint-Synode œcuménique, assisté par S. S. l'ancien Métropolitte d'Alexandrie, Antim, et par S. S. l'évêque de Péra, Gherassime.... » Nous voulions établir officiellement la situation régulière du Métropolitte Antim, aujourd'hui l'élu du peuple roumain comme premier Métropolitte des Roumains de l'Empire ottoman.... « Le patriarche avait mandé son grand vicaire pour assister à l'office. Après la cérémonie, celui-ci est venu me présenter les félicitations et les bénédictions de Sa Sainteté. Me trouvant à côté du Métropolitte Antim, j'ai fait semblant de le voir pour la première fois. » Dans la soirée du même jour, les quatre délégués du peuple roumain : le Père N. Cornatesco (de Crusova) et MM. G. Hagi Goga (de Véria), H. Gogiaman (de Bérat) et Chr. Zega (de Florina), signèrent le procès-verbal, par lequel ils élisaient S. S. le Métropolitte Antim en qualité de *premier Métropolitte des Roumains de l'Empire ottoman.*

Enfin, je saluai l'événement si longtemps attendu, par mon télégramme n° 1035 du 4 décembre 1896 : « C'est le jour le plus heureux de ma vie, celui où je puis annoncer à Votre Excellence que, ce matin, S. S. Antim a célébré la messe à la chapelle roumaine d'ici, assisté de deux prêtres. » Il y eut des difficultés, par suite de

la mauvaise volonté d'Ap. Margarit. En effet, l'attaché Statesco, dont la nomination n'avait pas encore été communiquée à la Porte et que j'avais chargé de veiller, m'écrivit ce petit billet au crayon : « Margarit prétend qu'aujourd'hui on ne peut que consacrer l'église et que la présence du public, qui ébruiterait la chose, serait nuisible; on ne dirait donc la messe que demain. » Je donnai immédiatement l'ordre de procéder à l'office religieux, ce qui fut fait.

A Bucarest, cette nouvelle fit perdre la tête au monde politique. Dans la séance du Sénat du 22 novembre (v. st.), C. Stoïcesco, ministre des Affaires étrangères, fit un enthousiaste éloge de la Turquie et termina son discours en criant : « Vive le Sultan ! » Je m'empressai de télégraphier, sous n° 1066 : « V. E. aurait déclaré que S. M. le Sultan a déjà reconnu notre Métropolitite. Il faut rectifier au *Moniteur Officiel*. V. E. sait que le Sultan n'a même pas été saisi officiellement de la question et que le fait accompli, proclamé par les Roumains, ne pourra être accepté qu'à la suite de laborieuses négociations ». La presse roumaine, emboîtant le pas au ministre des Affaires étrangères, annonça que le Métropolitite était d'ores et déjà reconnu. Je demandai que les faits fussent loyalement présentés dans leur lumière : « Nous aurons encore à lutter contre des influences puissantes, qui nous sont défavorables, parmi lesquelles la plus redoutable est celle de la Russie. » Sur ce point, je revins à la charge, par mon rapport n° 1113, du 3 décembre 1896 :

J'insiste à nouveau pour que notre opinion publique soit éclairée sur cette question, si complexe, afin de n'avoir pas de désillusions.... M. Sturdza sait très bien que nous craignons un coup de la police ottomane, comme cela est arrivé aux Bulgares, en 1869; quant à la reconnaissance du Métropolitite, j'ai toujours dit, et S. M. le Roi le sait aussi, que nous nous estimerons heureux, si nous pouvons l'obtenir après six mois, au plus tôt. » Pareillement, par mon télégramme n° 1103 du 14 décembre 1896 : « Il est très regrettable que les deux journaux officiels aient annoncé la reconnaissance du Métropolitite par le sultan et que cette exagération n'ait pas été rectifiée par un communiqué au *Moniteur officiel*.... Primo : nous avons obtenu le succès de la reconnaissance du peuple roumain de Turquie; secundo : dans la question du Métropolitite, les Roumains de l'Empire, spontanément, ont proclamé un fait accompli et les autorités impériales n'ont pas arrêté le Métropolitite, comme elles ont arrêté, en 1869, les trois

évêques bulgares, qui, n'osant pas célébrer la messe ici, étaient allés le faire à Ortakeuy; à la demande du Patriarcat, ils furent exilés à Ismith.... J'espère que Votre Excellence déclarera au Parlement que nous ne saurions nous mêler d'une question pendante entre les sujets dévoués d'un État ami et leur Souverain bienveillant. »

La réaction grecque ne se fit pas attendre : « Patriarche œcuménique ayant demandé, par une note à la police, d'empêcher l'installation illégale d'une Église roumaine à Péra, rue Yazadji, n° 52, le directeur des Cultes, Ziver Bey, répondra qu'il ne s'agit nullement d'une nouvelle église, mais d'un oratoire, où tout prélat est en droit d'officier » (mon télégramme, n° 1 061 du 23 novembre 1896). L'agitation panhelléniste se déclancha : les Grecs de Galata firent une démonstration hostile devant l'oratoire roumain : « Ayant appris que la police voulait, non seulement fermer, mais supprimer la chapelle roumaine, je suis allé aujourd'hui voir le grand vizir.... Celui-ci m'a dit que, d'après les lois de l'Empire, aucune église ne saurait exister sans firman.... Le patriarche avait demandé l'arrestation de notre Métropolitte » (mon télégramme n° 1 073 du 26 novembre). Par acquit de conscience, j'allai aussi au Patriarcat

« J'ai eu, cet après-midi, une entrevue d'une heure et demie avec le patriarche œcuménique.... Je ne vois aucune possibilité d'entente avec le patriarche, dont l'obstination m'a frappé (mon télégramme n° 1009 du 29 novembre). Voici quelques lambeaux de ma conversation avec le patriarche : Les Roumains, dis-je, réclament un chef spirituel de leur race, Evêque ou Métropolitte, comme en ont toutes les nationalités de Turquie, même les Israélites et les Arméniens. Le patriarche Anthyme m'a dit qu'il se rappelle de l'existence d'un Métropolitte valaque à Philippopoli. Je lui répondis que les Roumains se soucient peu qu'il y ait quelque évêque roumain à Smyrne, en Palestine, ou ailleurs; ils réclament un chef religieux là où ils se trouvent en plus grand nombre.... Le patriarche riposta que si l'on demandait aux Roumains s'ils veulent marcher avec les Grecs ou avec les Bulgares, ils préféreraient les Grecs. A cette objection, je répliquai qu'à une semblable question, sûrement les Roumains répondraient : Nous ne voulons marcher, ni avec les Grecs, ni avec les Bulgares, mais nous voulons demeurer Roumains, sujets dévoués de S. M. le sultan (*Rap.* n° 1063 du 5 déc. 1896).

Je reçus les félicitations du Gouvernement royal : « S. M. le Roi a été très satisfait de la réussite que vous m'avez communiquée...

Question est entrée dans une nouvelle phrase, mais difficultés étaient prévues » (*Tél. n° 21 465, du 13 déc. 1896*).

La Grèce finit par s'immiscer officiellement dans l'affaire :

« Tewik Pacha m'a avoué que Mavrocordato s'agite beaucoup et qu'il est venu le voir dans la question de notre Métropole; il ne s'est plus gêné de lui laisser entendre que les Grecs étaient disposés à provoquer un scandale, au cas où les prérogatives du Patriarcat seraient méconnues par la Sublime Porte. Il m'a révélé que le grand vizir, sans la crainte de troubles et d'émeutes de la nombreuse population grecque d'ici, n'aurait pas eu de difficulté à trancher l'affaire qui nous intéresse » (*Rap. n° 1128 du 18 déc. 1896*).

La tournure que prenaient les choses irrita notre ministre des Affaires étrangères; je reçus de M. Stoïcesco, le télégramme n° 1 414 du 20 janvier 1897, où on lisait ce passage :

« Après le refus du Patriarcat, notre question étant portée devant le grand vizir, qui en saisira le Conseil des Ministres, attirez l'attention de M. Ap. Margarit qui doit user de tout son crédit personnel auprès du grand vizir, pour qu'il nous accorde une solution favorable; au cas contraire, il conviendra lui-même que son crédit personnel ici ressentira une atteinte sérieuse. »

Abdurahman Pacha, ministre des Cultes, m'ayant demandé si les Roumains sont absolument décidés à se séparer définitivement du Patriarcat œcuménique, par un schisme, je n'ai pas hésité à répondre catégoriquement par l'affirmative (*Rap. n° 38 du 26 janv. 1897*).

Mais l'Empire dualiste, notre allié, prit également position contre nous : « L'ambassadeur Calice, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, m'a avoué que le moment ne lui paraît pas favorable pour qu'il intervienne » (*Ib.*). Je ne trouvai un appui, du reste inefficace, que dans la Serbie : « Ministre Wladan Georgevitch m'a déclaré qu'il est indigné du patriarche grec et qu'il prévoit qu'à bref délai, les Serbes imiteront les Roumains et proclameront le schisme » (*Ib.*). La Serbie était conséquente avec elle-même : déjà le 18 avril 1896, la Légation de Serbie à Bucarest remit à notre Foreign Office la copie d'un ordre qu'elle avait reçu de Belgrade sur un projet de réconciliation entre l'Exarcat bulgare et le Patriarcat œcuménique qui :

« doit abandonner définitivement son attitude d'exclusivité hellénique.... Les Serbes et les Roumains ont le même intérêt pour que cette nouvelle

attitude du Patriarcat ne soit pas exclusivement au profit des Bulgares.... Vous ferez la proposition à M. Sturdza que les gouvernements serbe et roumain déclarent qu'ils se réservent le droit de demander pour leurs conationaux en Turquie l'application des mêmes principes, qui seraient proclamés par cet arrangement entre le Patriarcat et l'Exarcat. »

En mai 1896, M. Christitch remit une note, où on lisait :

« L'administration turque désignait, dans les *noufous-teskérés*, délivrés aux sujets non musulmans, toujours la religion et jamais la nationalité; et comme les Serbes, les Roumains, les Grecs et les Bulgares étaient tous orthodoxes, elles les désignait comme *roum-mileti*. Depuis la création de l'Exarcat... seuls les Bulgares sont désignés par le nom de *Bulgar mileti*.... La suite en était que les Serbes et les Roumains, qui continuaient à être désignés comme *roum mileti*, étaient considérés comme Grecs. »

Il y avait donc partie liée entre la Roumanie et la Serbie, dans la question des réformes projetées en Turquie.

Le 26 janvier 1897, les quatre délégués roumains adressèrent au grand vizir, aux ministres et aux hauts dignitaires du Palais une requête identique, où ils demandaient au nom du peuple valaque de la Turquie « qu'il soit procédé sans retard aux formalités bureaucratiques voulues, en vue de la reconnaissance par les divers départements de l'État d'Antim Effendi comme premier Métropolitain, conformément à l'iradé impérial promulgué à cet effet. » Le 1<sup>er</sup> février 1897, le Métropolitain Antim adressa également une requête aux mêmes personnages; en voici un extrait : « Je me permets, de mon côté aussi, de vous prier respectueusement de vouloir bien intervenir aux fins que ma qualité de chef spirituel du peuple valaque de l'Empire soit officiellement reconnue aussi par les Départements de l'État et que je puisse fonctionner, à l'instar des chefs spirituels des autres peuples non musulmans de la Turquie. »

Malgré la menace du gouvernement royal, mon principal aide ne m'aidait pas non plus.

« Il m'a fallu deux semaines pour déterminer M. Ap. Margarit à aller chez le grand vizir.... Toute notre action a été entamée à la suite de l'affirmation catégorique de M. Margarit que nous pouvons compter sûrement sur l'appui de Rifaat Pacha.... Je n'ai pas manqué d'attirer sérieusement l'attention de M. Margarit sur sa responsabilité dans cette affaire.... D'aucuns prétendent qu'il est, au fond, l'adversaire de la création

d'un Métropolitain roumain, qui prendrait la direction du peuple roumain de l'Empire ottoman<sup>1</sup>. »

Dans ce même télégramme j'ajoutai que :

« Les trois Ambassadeurs amis reconnaissent que le moment ne leur semble pas bien propice pour s'intervenir auprès de la Sublime Porte, harcelée de toutes parts par de graves soucis. »

Cette information était corroborée par une autre information de mon frère : « Dans une conversation que le ministre de la Justice a eue avec l'ambassadeur d'Allemagne, le baron Saurma lui a dit qu'en ce moment il y a des questions trop graves à l'ordre du jour, pour que la reconnaissance de notre Métropolitain puisse être obtenue de suite<sup>2</sup> ». On sait que l'insurrection de Crète et la guerre Greco-Turque ne devaient pas tarder à éclater.

Le 12 février 1897, S. S. Antim adressa à S. M. le Roi Carol I<sup>er</sup> une lettre olographe, où on lit : « Il est vrai que dernièrement des démarches nombreuses ont été entreprises de la part du Patriarcat grec, afin de me convaincre de changer d'opinion... mais l'humble soussigné, étant d'origine roumaine, je reste fidèle à mes principes et convictions; je n'abandonnerai pas la noble lutte. » Ces instances phanariotes persistent longtemps, puisque le 12 octobre 1897, le Métropolitain H. Ghermanos (Caravanghelis) adressa à Antim une lettre, où on peut lire : « Jusqu'à la fin, ton jugement mûri et tes bons sentiments vaincront et tu retourneras dans les bras de notre malheureuse mère, l'Église... Tu sais bien et je suis en situation de t'assurer officiellement que l'Église te pardonnera. »

TRANDAFIR G. DJUVARA.

Ministre plénipotentiaire de Roumanie.

1. Rapport n° 96, du 28 janvier 1897.
2. Télégramme n° 574 du 30 avril 11897.

(A suivre.)

# SOUVENIRS. DIPLOMATIQUES

## MA MISSION A CONSTANTINOPLE

(1896-1900)

---

### II

Serré de près par mes innombrables démarches, soit au palais, soit à la Porte, le sultan compliqua davantage notre affaire, en la liant à un projet d'union balkanique. Voici le résumé de la conversation que j'eus avec le Padishah le 20 mars 1897 : « Vous connaissez, m'a dit avant-hier le sultan, la situation politique du jour dans tous ses détails et les difficultés que j'ai avec la Grèce. Je désirerais beaucoup savoir quelle sera l'attitude future de la Roumanie en cas de conflagration.... L'idée conductrice de ma politique a toujours été de grouper des États balkaniques, parmi lesquels je compte aussi la Roumanie, pour former une fédération, qui puisse résister aux entreprises de conquête de tout État étranger. » Cela concordait avec le projet de confédération orientale, que Madjid Pacha, plénipotentiaire ottoman, à la signature, à Bucarest, de la paix entre la Serbie et la Bulgarie, nous proposa, en 1885, à l'époque où j'étais directeur politique au ministère des Affaires étrangères. « La Serbie et la Bulgarie, continua le sultan, sous la pression d'une des grandes puissances, pourraient se tourner contre la Turquie, c'est pourquoi je désire connaître les intentions intimes de S. M. le roi Carol et de son gouvernement. Je répondis que, devant, dans un mois, me rendre en Roumanie, je ne manquerai pas de communiquer au roi et au gouvernement royal les vues du sultan<sup>1</sup> ». Peu de temps après, cette idée se transforma en une proposition d'alliance : « A la suite de l'invitation du sultan, je me suis rendu à Yildiz Kiosk... Tahsin Bey, premier secrétaire, m'a dit que les relations actuelles entre les deux États, si amicales, doivent être précisées par une entente....

1. Rapport n° 415, du 22 mars 1897, adressé à M. P. S. Aurélian, président du Conseil.

Sa Majesté propose, très confidentiellement, la signature d'une Convention militaire secrète entre la Turquie et la Roumanie. Ayant demandé si cette convention serait offensive et défensive, ou seulement défensive, Tahsin Bey me répondit que le sultan n'avait pas précisé à ce sujet<sup>1</sup>. »

Revenu au pouvoir, M. Sturdza commençait à s'impatienter. Le 3 juillet 1897, il m'adressa les instructions suivantes (n° 12, 568) : « La question macédonienne est comprise dans la reconnaissance par le sultan d'un Métropolitite roumain dans l'Empire ottoman.... Ap. Margarit a tenu et tient seul le fil conducteur de cette question.... Aucune action favorable à nos intérêts n'est possible en Macédoine et dans l'Épire sans le conseil et l'action de Margarit.... Pendant la guerre, espérant la victoire de la Grèce et le désaccord entre les puissances, la Bulgarie et la Serbie ont présenté des requêtes concernant les Bulgares et les Serbes de Turquie; quelques-unes de ces demandes ont été satisfaites.... Nous, nous n'avons pas voulu troubler les négociations de la paix par des questions incidentes.... Le moment est venu d'approuver nos demandes.... 1° J'insiste qu'une parfaite entente s'établisse entre le représentant de S. M. le roi à Constantinople et M. Ap. Margarit; 2° A partir du dimanche 11 juillet, on célébrera la messe dans la chapelle roumaine de Péra; 3° Vous remettrez au sultan vos mémoires; 4° Provoquer de nouvelles pétitions des Roumains au sultan; 5° Faire une statistique des Roumains de Macédoine et d'Épire. » Mon chef m'adressa encore la note n° 13 529, du 16 juillet 1897 : « J'ai dit à Munir Pacha (de passage à Bucarest) : Les Grecs sont écrasés et les Turcs, pour quelque temps ont un ennemi de moins. Toute l'attention doit être dirigée vers la Bulgarie, plus dangereuse, parce qu'elle offre un État mieux organisé militairement et plus soutenu politiquement.... Le sultan doit organiser militairement et civilement la Macédoine et l'Épire, pour empêcher une action des Bulgares; il faut relever l'élément roumain.... Les Grecs et les Bulgares profitent de leurs églises contre la Turquie; il est politique que les Roumains profitent de l'Église dans l'intérêt de la Turquie. »

Mais au milieu des préoccupations de la Porte, notre affaire ne

1. Ma lettre de cabinet du 4 mai 1897.

pouvait pas avancer : « J'ai eu, hier chez le sultan, une audience qui a duré une heure et demie.... Abdul-Hamid m'a dit qu'il ne saurait donner immédiatement une solution à notre requête, au milieu des négociations de la paix.... La question de la nomination des évêques est devenue une question éminemment politique.... L'ambassadeur de Russie est venu dire à Sa Majesté que la foi orthodoxe s'oppose à ce que deux évêques orthodoxes fonctionnent simultanément dans une même ville.... Je me suis permis de soutenir juste le contraire : le moment actuel est le plus favorable, puisque les Grecs sont découragés ; à la suite de leur guerre, si désastreuse, le Patriarcat ne peut plus prendre une attitude menaçante.... Le sultan a pris l'engagement de trancher cette affaire après la conclusion de la paix.... Votre Excellence sait que je ne me suis jamais fait de grandes illusions sur les dispositions de la Sublime-Porte à l'égard de la reconnaissance d'un Métropolitite roumain.... Il serait peut-être temps de faire sérieusement comprendre à la Porte que nous ne saurions nous laisser constamment bernier par de belles promesses, jamais réalisées<sup>1</sup>. »

Peu de temps après, je reçus le texte du projet d'alliance, dont j'ai donné la partie essentielle dans le premier chapitre de ce récit. Je partis pour Aix-les-Bains, d'où j'adressai à M. Sturdza la lettre suivante, datée du 7 septembre 1897 :

« Voici la substance de la conversation que j'aie eue avec le sultan, dans mon audience de congé du 31 août et que je vous ai résumée verbalement à mon passage à Sinaïa.... Sa Majesté profite de mon voyage en Roumanie, pour revenir sur sa proposition d'alliance... qui serait seulement défensive.... Mais le sultan n'exclut pas l'éventualité d'une velléité d'extension territoriale de notre pays.... Il désire qu'à mon retour je sois accompagné d'un officier supérieur d'État-Major, qui aurait pour mission d'étudier à l'aise tous les détails techniques militaires.... La question de la reconnaissance de notre Métropolitite serait facile à trancher.... Mais dites que la signature d'une entente est devenue une nécessité supérieure. Que peut cacher cette persistance du sultan de nous demander un Traité d'alliance?... Sommes-nous en présence d'une *échappatoire*, dans le but d'ajourner la solution de la création d'une église roumaine en Turquie, en nous demandant, en échange, ce qu'il sait bien que nous pouvons difficilement accorder? Ou bien, en vérité, le sultan se croit-il menacé par la Bulgarie et cherche-il à s'assurer avec notre aide? »

1. Rapport n° 998, du 12 juillet 1897.

Pendant mon absence, je laissai M. Nic. Misu en qualité de chargé d'affaires. La Sublime-Porte recommença avec lui le même jeu. En effet, le 4 août, notre représentant intérimaire télégraphiait, sous n° 1 225 : « Grand vizir m'a assuré qu'aussitôt la paix signée, le Bérat pour Métropolit roumain serait accordé; » et le 18 septembre, sous n° 1 287 : « Le grand vizir m'a chargé de vous assurer que bientôt le Bérat serait accordé.... Avant l'ouverture des Chambres, la reconnaissance du Métropolit Antim serait un fait accompli. » Mais l'affaire de l'alliance reparut bientôt. Voici le texte du télégramme de M. Misu, n° 1 312, du 25 septembre 1897 : « Le sultan m'a dit que, pour terminer la question du Métropolit roumain, il attendait la réponse de S. M. le Roi à la communication qu'il lui avait fait parvenir par M. Djuvara. » A Bucarest, les pourparlers tournaient dans le même cercle vicieux. Voici la déclaration que le roi Carol fit à Kiazim Bey, ministre de Turquie, le 8 octobre, telle qu'elle est formulée par la lettre de M. Sturdza du 8 octobre 1897 :

« La première condition pour la conclusion d'un Traité d'alliance est d'en assurer le secret : or, cette première condition n'a pas été observée.... Des indiscrétions ont été faites aux journaux.... Le texte proposé du Traité à conclure ne parle ni de l'engagement des parties de tenir le secret du Traité, ni des garanties à prendre pour l'observation du secret.... Il faut faire taire tous les bruits engagés autour de cette question, pour pouvoir en reprendre, plus tard, le fil, en temps opportun.... Des communications analogues ont été faites aussi à la Bulgarie et elles ont en vue la formation d'une Confédération balkanique, qui n'est pas une idée pratique.... Pour arriver à donner un corps aux propositions du sultan il faut avoir bien préparé le terrain dans le pays.... Il faut commencer les réformes en Turquie *motu proprio* par l'Église roumaine.... La reconnaissance du Métropolit roumain est tout à l'avantage de l'Empire, car elle soustrait les Roumains de l'Empire à une dénationalisation certaine par les Bulgares, les Grecs ou les Serbes. »

M. Sturdza, excédé, finit par se fâcher. Dans sa lettre du 10 octobre, adressée à M. Misu, il dit :

« Je vous prie d'attirer l'attention de MM. Margarit père et fils<sup>1</sup> sur le moment actuel, que nous ne retrouverons plus, si nous le noyons dans des querelles et des nervosités; nous nous rendrions coupables d'avoir oublié

1. Télégramme du même, n° 16 201, du 24 septembre 1896 : « Ce n'est pas p. Margarit qui est aujourd'hui juge opportunité exécution et mise en scène du programme, mais bien le gouvernement de S. M. le Roi. »

la cause du roumanisme pour nos ambitions et nos intérêts personnels. La politique du Royaume, qui est le noyau indépendant de notre race, est dirigée par le roi de Roumanie et non par des initiatives du dehors. »

Le 6 novembre, il lui expédia deux télégrammes chiffrés. Dans le premier, sous n° 21, 009, il se lamente :

« Gouvernement royal est profondément froissé des procédés de la Porte, qui cède aux menaces des Bulgares et n'a aucun égard pour l'attitude amicale et délicate de la Roumanie.... Exigez promesse écrite qu'immédiatement après signature paix Antim et Métropolitaine de Durazzo seront reconnus par Bérat comme Métropolitains des Roumains, Antim avec préséance. »

Dans le second, sous n° 21, 010, il admonestait :

« Vous direz à Margarit, de ma part, ce qui suit : Depuis quelque temps, j'ai remarqué qu'il est sorti de son rôle et accentue le désir de diriger lui-même, de sa propre initiative, les relations entre la Roumanie et la Porte. Ceci est inadmissible. J'espère qu'il rentrera dans son rôle et qu'il mettra fin aux dissentiments absurdes avec la Légation royale, dont il doit suivre, mais pas critiquer les indications qu'elle est chargée de lui fournir de la part du gouvernement royal. »

De retour à Constantinople, j'adressai à mon chef le rapport n° 1 592, du 27 novembre 1897 :

« Ainsi que Votre Excellence le sait, la question de la reconnaissance du Métropolitain Antim n'a pu faire de progrès, pendant mon absence du poste, malgré les instantes démarches de M. Nic. Misu.... J'ai été reçu aujourd'hui en audience par le sultan.... J'ai dit à Sa Majesté que le Roi est froissé et peiné de voir que les menaces bulgares pèsent plus dans la balance que l'amitié de la Roumanie.... Pendant la dernière guerre, les Roumains ont prouvé leur fidélité à l'Empire.... La résidence de notre Métropolitain resterait à l'appréciation de Sa Majesté et du gouvernement impérial.... A la suite de cette audience, je suis plus que jamais convaincu que le sultan a peur de créer une nouvelle Église dans son Empire. Pendant notre conversation, il a demandé à Munir Pacha de rapprocher sa chaise et de traduire mes paroles à voix basse ; il regardait inquiet autour de lui, craignant d'être entendu. Et, en effet, dans la salle d'attente, se trouvait M. Jadowski, chargé d'affaires de Russie ; on aurait dit que, petit et ramassé dans son manteau, Abdul-Hamid restait bien humble devant l'ombre même du colosse moscovite. »

Pour faire connaître, en détail, la suite des négociations, je donne ci-après, sans commentaires, quelques extraits de mes télégrammes

ou rapports de la fin de 1897 et de l'année 1898, sur les deux *leitmotivs* dissonants : reconnaissance du Métropolitite, mais conclusion d'une alliance.

*Rapport n° 1 623, du 4 décembre 1897* : « Le grand vizir m'a dit que le Bérat de reconnaissance aurait pu être donné au Métropolitite Antim, si la proposition du sultan, concernant la conclusion d'une alliance entre la Turquie et la Roumanie avait été acceptée.... Je répliquai qu'un Traité d'alliance, signé en ce moment, quand la Triple et la Double Alliance tâchent d'arrondir les aspérités politiques, tomberait comme une bombe. »

*Rapport n° 1 780, du 27 décembre 1897* : « L'un des motifs de l'opposition du Patriarcat du Phanar à la nomination de nouveaux évêques orthodoxes est que, de la sorte, il perdrait un revenu sérieux.... Le Patriarcat espérait récupérer les 35 millions de francs que la Roumanie lui avait offerts jadis, pour le dédommager de la séquestration des couvents dédiés; il ne peut se consoler de les avoir refusés. » Sur cette question, M. Jean D. Tantalides, directeur de la correspondance du Patriarcat oecuménique, m'adressait, d'ordre du patriarche, le 27 février 1899, une lettre me rappelant notre conversation à ce sujet. Il y reproduisait un extrait de la lettre du prince Carol adressé à S. S. le patriarche de Constantinople, le 15 janvier 1869 : « Dans mon discours du trône, je manifestais l'espoir et le désir d'arriver bientôt, moyennant une base et des termes mutuellement acceptables, au règlement définitif de la question pendante des Monastères dédiés. Les Chambres se sont déclarées prêtes à réaliser les engagements antérieurs. » Il reproduisait encore un extrait du protocole n° 15 du Congrès de Berlin (séance du 8 juillet 1878), la réponse de S. M. le roi Carol I au patriarche (en date de novembre 1879) et la note des Plénipotentiaires ottomans du 31 mars 1878, adressée aux Plénipotentiaires russes à San Stefano; il rappelait qu'en mars 1880, deux délégués du Patriarcat allèrent inutilement à Bucarest et enfin que le 21 août 1881, la Sublime-Porte invita les Puissances à une action commune pour la solution de la question. Il est clair que le clergé grec ne se faisait aucune illusion, mais le gouvernement ottoman était enchanté de nous donner ce croc-en-jambe, pour éluder la reconnaissance de notre chef religieux.

*Note de M. Sturdza n° 25 127, du 12 janvier 1898* : « Un refus ou un ajournement de la question de la reconnaissance du Métropolitite Antim créerait une nouvelle situation. Ce serait mal, que des relations qui, hier, paraissaient intimes, se refroidissent pendant l'espace d'une nuit.... Les mésintelligences personnelles, de quelque nature qu'elles soient et quelles qu'en soient les causes, doivent cesser et le devoir du service doit primer toute l'action. Les mésintelligences, entre hommes appelés à travailler ensemble, gâtent les meilleures positions et n'épargne personne de responsabilité. »

*Mon rapport n° 8, du 15 janvier 1898* : « Je continue à être incrédule

concernant la solution de notre affaire.... Le mot d'ordre paraît être : en échange de l'octroi du Bérat du Métropolitte Antim, la Turquie demande la conclusion d'un Traité d'alliance. »

*Rapport n° 22, du 17 janvier 1898* : « Noury Bey, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, m'a dit que la question de la reconnaissance du Métropolitte Antim est subordonnée à celle de la conclusion d'un Traité d'alliance. »

*Rapport n° 35, du 24 janvier 1898* : « Fixant le prix du Bérat du premier Métropolitte des Roumains de l'Empire ottoman, Tahsin Bey a insinué, ce que je savais déjà, que ce sacrifice ne pourrait être fait par la Sublime-Porte qu'en échange d'un autre sacrifice de notre part : la conclusion d'un Traité d'alliance. »

*Télégramme n° 106, du 9 février 1898* : « Tewfik Pacha a dit à l'ambassadeur d'Allemagne que la question de notre Église est une question d'argent pour le Patriarcat. »

*Télégramme de M. Sturza, n° 1 761, du 10 février 1898* : « Nous renvoyer au patriarche de Constantinople, c'est tâcher ouvrir question couvents dédiés, à jamais fermée. »

*Rapport n° 169, du 26 février 1898* : « Le baron Testa m'a dit que le sultan aurait prononcé textuellement ces paroles : « Est-il prudent, au moment même où j'ai pu éteindre un incendie, d'en allumer un autre? »

*Rapport n° 331, du 2 avril 1898* : « Le sultan m'a déclaré qu'il attend un moment favorable pour trancher favorablement l'affaire de l'Évêché roumain et que ce moment Lui paraît prochain. »

*Rapport n° 444, du 25 avril 1898* : « Le baron Calice m'a dit que le comte Goluchowski a dû déjà expliquer à Votre Excellence la difficulté pour l'Autriche-Hongrie d'intervenir auprès de la Sublime-Porte dans des affaires d'ordre ecclésiastique. D'un autre côté l'Empire dualiste est obligé de ménager le Patriarcat œcuménique, attendu que, en Bosnie et en Herzégovine, il possède des Églises orthodoxes, qui dépendent de ce Patriarcat. Mon impression est que la diplomatie austro-hongroise est contre le but que nous poursuivons.... La chose est confirmée par le rôle actif de l'Autriche-Hongrie dans la propagande catholique dans la péninsule balkanique.... Elle espère convertir toute la population roumaine de la Macédoine.... Ainsi notre action patriotique paraît être contrecarrée, non seulement par la Russie, mais aussi par l'Autriche-Hongrie. »

*Ma lettre de cabinet du 21 mai 1898* : « Le seul moyen qui nous reste, pour trancher cette question, me paraît être la création d'une chapelle dans le local de la Légation.... L'exarcat bulgare en avait une pareille.... Le Métropolitte Antim pourrait y chanter la messe tous les dimanches et y pourrait surtout sacrer des prêtres roumains.... De semblables chapelles se trouvent dans les Ambassades et à la Légation de Grèce.... M. Ap. Margarit partage mon avis. »

*Ma lettre de cabinet du 23 mai 1898* : « Les promesses d'Ahmed Djelaledin Pacha ont été mensongères; comme je l'avais prévu, le fameux iradé impérial n'a pas paru dimanche. Pas même la décoration du Métropolitite, annoncée par notre premier interprète, n'a pas été conférée, quoique je n'accorde absolument aucune importance à un pareil fait. Je ne partage pas les vues de M. Lahaille, qui pense qu'on peut trancher de grandes questions, comme celle de la création de nouvelles églises dans l'Empire ottoman, par l'obtention de récompenses honorifiques dépréciées. »

*Rapport n° 849, du 12 août 1898* : « J'ai trouvé le grand vizir effondré physiquement et plus timoré que jamais : il est la parfaite image de l'Empire ottoman : très vieilli, pâle et l'œil terne, plus laconique que jamais; il n'oppose plus que cette phénoménale force passive, qui suffit à la Turquie pour résister à la pression de toutes les puissances européennes coalisées.... M'ayant dit que nous devons encore attendre que notre affaire mûrisse, je lui ripostai qu'un fruit ne peut pas rester stationnaire : il doit ou bien mûrir, ou bien pourrir; Votre Altesse pourrait-elle me préciser vers quelle époque mûrira le fruit qui s'appelle le Bérat du Métropolitite Antim? »

*Lettre de cabinet du 20 août 1898* : « Ahmed Djelaledin Pacha a dit à M. Lahaille que nous devrions profiter de l'arrivée ici de l'Empereur d'Allemagne, qui pourrait toucher au sultan un mot en notre faveur. »

*Télégramme n° 1464, du 13 décembre 1898* : « Sultan m'a dit qu'Izzet Lui a communiqué, quelques minutes avant mon arrivée, que le ministère des Cultes tranchera l'affaire de la reconnaissance du Métropolitite Antim dans trois ou quatre jours.... Sa Majesté m'a promis formellement de renouveler aujourd'hui même Ses ordres en conséquence, afin que je puisse faire mes dévotions de Noël dans la chapelle roumaine. »

*Télégramme n° 1409, du 14 décembre 1898* : « Le grand vizir m'a dit qu'il continuera à fermer l'œil sur l'existence de la chapelle roumaine et garantit que le Métropolitite Antim ne sera pas molesté.... L'Exarque n'a été reconnu qu'une année après la proclamation du schisme.... L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie est venu aujourd'hui chez moi et m'a conseillé de ne pas brusquer les choses. Vous avez fait un coup adroit, m'a-t-il dit; attendez un autre moment opportun pour le répéter. »

L'année 1899 nous trouva donc dans la même incertitude, adoucie malaisément par des compliments et par de bonnes paroles d'encouragement, ne portant pas à conséquence. J'en avais pris mon parti, d'autant plus que jamais je ne m'étais fait d'illusions. Je ne fus donc pas surpris, lorsque le sultan me fit appeler en février :

« Je me suis rendu au Palais d'Yildiz Kiosk, appelé d'ordre supérieur, par une lettre du premier secrétaire du Sultan, Tahsin Bey.... Tout en faisant des vœux que la Bulgarie ne bouge pas, pour le moment, Sa Majesté vou-

drait, dans l'hypothèse contraire, connaître, au préalable, quelle serait l'attitude éventuelle de la Roumanie.... J'ai posé, en principe, et tout en déclarant que notre conversation avait un caractère purement académique, que trois cas bien distincts pourraient se produire : 1° L'éventualité de troubles locaux, provoqués, en Macédoine, par des comités révolutionnaires, avec ou sans l'assentiment du gouvernement princier; les autorités impériales en auront facilement raison; 2° L'éventualité que le gouvernement prenne fait et cause avec les agitateurs bulgares, ce qui ferait éclater la guerre, que redoute le sultan; dans cette hypothèse, la Bulgarie, étant seule et ne pouvant compter sur le concours effectif ni de la Roumanie, ni de la Serbie, la Turquie n'aura pas de peine à tenir tête à la Principauté vassale, comme elle a déjà tenu tête à la Grèce; 3° L'éventualité d'une complication européenne; une pareille hypothèse ne paraît, en ce moment, nullement réalisable, par suite de l'attitude identique des cabinets de Saint-Pétersbourg et de Vienne.... Notre action en Orient est diamétralement opposée à celle de la Bulgarie : nous voulons une Turquie forte et accessible aux progrès modernes, tandis que tous les efforts des Bulgares tendent à affaiblir et à démembrer l'Empire ottoman.... La Roumanie ne peut pas être soupçonnée de chercher, en Macédoine, des acquisitions territoriales, comme la Bulgarie<sup>1</sup>. »

Une semaine après, je retournai à Yildiz Kiosk :

« S. M. I. le Sultan a bien voulu me recevoir en audience privée, après la cérémonie du Selamlık.... L'impression du sultan est également que la paix ne sera pas troublée, grâce aux efforts combinés des cabinets européens, principalement de ceux de Saint-Pétersbourg et de Vienne.... En ce qui concerne la création d'une Église roumaine dans son Empire, pour la première fois Sa Majesté Impériale a affirmé que la principale difficulté, qui s'opposerait à nos vœux, serait une question d'argent. Le sultan a dû faire de grands sacrifices d'argent et assurer au Patriarcat œcuménique une rente annuelle de mille livres turques pour obtenir des évêques aux Bulgares.... Je demandai catégoriquement au sultan si Sa Majesté pensait qu'un sacrifice pécuniaire suffirait pour trancher l'affaire définitivement. Visiblement embarrassé, le sultan s'est rétracté en partie, tout en maintenant qu'une entente avec le Patriarcat pourrait s'établir<sup>2</sup>. »

Voici la dernière note de M. D. Sturdza, n° 3 517, du 2 mars 1899, exhalant son amertume :

« Si, dans les derniers temps, le gouvernement royal s'est tenu sur la réserve, c'est que le gouvernement de S. M. le Sultan, en laissant languir

1. Rapport n° 165, du 20 février 1899.

2. Rapport n° 262, du 27 février 1899.

ses excellentes relations avec la Roumanie, en a établi d'autres plus intimes avec les voisins immédiats de la Turquie. En effet, tandis que, depuis plusieurs mois, les koutzo-valaques sont surveillés, avec un œil inquiet, dans tous leurs mouvements, le gouvernement impérial accordait à d'autres populations chrétiennes, à pleines mains, des grâces spéciales. »

Ce n'est pas par de pareilles jérémiades qu'on pouvait réussir, car, comme le disait le conseiller de l'ambassade d'Allemagne, M. de Schlözer : « Le ton comminatoire est le seul qui produise de l'effet avec les Turcs, ce qui explique pourquoi les Russes réussissent toujours dans leurs démarches<sup>1</sup>. »

M. Stourdza tomba, pour la seconde fois, du pouvoir, et on peut dire que dès lors l'affaire fut classée.

\* \* \*

Je compléterai cette collection de documents officiels par la traduction de trois passages des lettres olographes que m'adressa M. D. Sturdza au début de mon action :

1<sup>o</sup> « Cher ami, Les seules nouvelles que je reçois de vous éclairent encore les jours sombres que je traverse.... N'est-il pas extraordinaire que votre œuvre, si grande, soit restée secrète et que tout notre programme ait pu être réalisé au jour et à l'heure fixée? Vous avez bien travaillé et je vous souhaite d'agir de même dans l'avenir; le succès est brillant. Je vous sais profondément reconnaissant pour la ténacité et la compétence mises dans cette campagne, qui a dépassé notre attente. Je vous embrasse fraternellement et suis votre dévoué ami. » (Bucarest, le 30 novembre 1896.)

2<sup>o</sup> « Mon cher ami, Le succès de Constantinople est immense et vous avez admirablement mené les affaires. Le Roi, que j'ai vu avant-hier, est très satisfait.... Je termine, en vous serrant fraternellement la main et en souhaitant que le brillant commencement de Constantinople vous suive pendant le restant de votre vie. Lorsqu'un homme a devant lui un grand but, il est inébranlable comme sur un roc, n'importe comment tournent les affaires. » (Bucarest, le 24 décembre 1896.)

3<sup>o</sup> « Cher ami, Je ne veux pas atteindre la fin de l'année, sans vous serrer la main avec effusion et vous remercier amicalement du concours cordial que vous m'avez accordé dans le service commun qui nous a été confié. Je vous souhaite de poursuivre la voie des succès, basés sur les sentiments profonds de l'amour du pays et du devoir. » (Berlin, le 29 décembre 1896.)

Ce n'est pas à titre de certificats de bonne conduite que je donne ces trois extraits; je n'en ai pas besoin, car, pendant ma longue carrière diplomatique, tous ceux qui me connaissent savent que j'ai constamment accompli mon devoir. Mais ces lettres expliquent l'incohérence des actions de Dém. Sturdza, pendant les dernières années de sa vie, dont la fin fut si lamentable : il devint inconscient, donc, irresponsable. Nous avons déjà vu le blâme qu'il infligea à Margarit, par son télégramme à M. Nic. Misu et aussi au manque de confiance en lui dans les questions d'ordre international. Je reproduis encore, ci-après, un passage de sa lettre olographe du 25 juillet 1897 : « Ci-joint une lettre pour Margarit; vous la lui remettrez, après l'avoir lue et avoir collé l'enveloppe; inutile de lui dire que vous en connaissez le contenu : mais dites-lui que la lettre, par laquelle je vous l'ai transmise, est datée du Château Peles. » C'était lui indiquer qu'elle était inspirée par le roi Carol.

Malgré cela, malgré les réprimandes sévères qu'Ap. Margarit reçut des ministres éminents, tels que : Take Jonesco<sup>1</sup> et Al. Lahovary, ce fourbe continua à jouir de la confiance de D. Sturdza, annihilant les initiatives de mon prédécesseur, Michel Mitilineu, et les miennes propres. Par quels moyens? Je vais l'expliquer dans le chapitre suivant.

#### PROPAGANDE CATHOLIQUE.

Pendant des siècles, les missionnaires catholiques ont fait acte de prosélytisme dans les principautés roumaines, quelquefois aidés par des princesses catholiques, qui avaient épousé des princes régnants de Valachie et de Moldavie; parmi celles-ci, la plus célèbre est la princesse Clara, l'épouse de Vlaïcou Voda. Dans mon volume *Cent Projets de partage de l'Empire ottoman*<sup>2</sup>, j'ai publié la relation du Père Al. Cumuleo (1594), envoyé par le pape Grégoire XIII, pour s'enquérir exactement de l'état de la Moldavie et de la Valachie et savoir ce qu'on peut attendre de leurs princes « *o per la Religion*

1. Ordre de Take Jonesco, ministre de l'Instruction publique, adressé à Ap. Margarit, sous n° 41 158, du 22 juin 1899 : « Toutes les patiences du monde ont une limite.... Je vous invite à quitter Constantinople, où vous ne faites que du mal, et à vous rendre en Macédoine, pour apaiser les agitations; autrement, c'est nous qui serons obligés de vous calmer. »

2. Paris, F. Alcan, 1914, p. 138-144.

*e cattolica, o per la guerra turchesca...* on espère propager le catholicisme en Valachie et en Moldavie, où le prince è *desideroso di propagare la fede in quella Provincia.* » Mais toutes les tentatives de conversion, à part quelques cas isolés, peu nombreux, sont restées nulles. En Transylvanie seulement, sous le règne de Marie-Thérèse, un tiers environ de la population roumaine, sans embrasser complètement le catholicisme, établit avec le Saint-Siège un régime dit *uniata*, pour des raisons politiques.

La propagande catholique en Macédoine commença en 1845. Elle languit, en attendant de trouver ses vrais apôtres. Le 21 octobre 1881, notre consul général à Salonique, G. Linche, adressa, sous n° 333, à Eugène Statesco, ministre des Affaires étrangères, un rapport où il signale qu'il se trame, en Macédoine et dans l'Épire, la conversion des Roumains au catholicisme; pour le moment, on tâche d'obtenir seulement l'union avec le Vatican; il affirme avoir lu un mémoire dans ce sens de Pater Bonetti, le supérieur de la mission catholique de Saint-Vincent-de-Paul, de Salonique. A Bitolia (Monastir) se trouvait le père Faveyrial, qui lui dit : « L'esprit du gouvernement français est indifférent aujourd'hui aux progrès du catholicisme dans le monde.... Je dois rester en permanence à Bitolia, puisque je suis chargé de diriger l'œuvre de conversion de vos congénères.... Le terrain est tout préparé. M. Ap. Margarit me donne de très grandes espérance de succès. Lui et les personnes influentes du pays travaillent dans ce sens. Le point intéressant est que ce missionnaire reconnaît qu'en cas de difficultés imprévues, il s'adressera au Consul d'Autriche. En effet, j'appris plus tard moi-même que l'action de propagande était conduite par l'Autriche-Hongrie. » D. C. Ollanesco, notre chargé d'affaires à Constantinople, écrivait lui-même le 1<sup>er</sup> novembre 1881, sous n° 340 : « Le Conseil général d'Autriche-Hongrie à Janina est un des plus fougueux partisans d'un réveil du roumanisme en Épire et en Macédoine; l'Autriche flatte, comme elle a toujours flatté, celui qu'elle veut perdre. » Le 13 sept. 1883, sous n° 292, C. G. Popovici, le chancelier de notre consulat général à Salonique écrit : « Plus de la moitié de la population roumaine de Perivoli (Épire) a suivi le prêtre Constantinesco dans la religion *uniata*. » Mais il faut dire que les Roumains comme les Bulgares revenaient la plupart du

temps à l'orthodoxie. Le même, le 9 juin 1885, sous n° 108, rapporte que Mgr Bonetti, devenu évêque à Salonique, lui a parlé de son projet de faire nommer M. Margarit vice-consul de France à Bitolia; il ajoute :

« J'ai parfaitement compris le but de sa proposition, à savoir la catholisation des Roumains, qu'il espère plus facilement convertir, si l'un des protecteurs de la mission catholique serait leur propre dirigeant, M. Margarit. — Le Consulat général de Salonique écrivait encore, le 10 mars 1886 sous n° 77 : A Bitolia, le Père Faveyrial a converti au catholicisme quelques roumains et, il y a trois semaines, a célébré la première messe des Roumains *uniates* à la chapelle de la mission lazariste. A Grebena, résidence du Métropolitain grec, une grande partie des Roumains de la localité ont secoué le joug du clergé phanariote, en reconnaissant la suprématie du Pape. »

Mais toute cette agitation était plutôt factice et exprimait simplement le mécontentement *politique* de la population roumaine à l'endroit des Grecs; la preuve en est que, faute de missionnaires catholiques, les Roumains se plaçaient sous la férule ecclésiastique d'autres églises; ainsi notre Légation de Constantinople signale au gouvernement royal, le 12 février 1894, sous n° 65 : « Les habitants de Crusova, indignés de ce que les prêtres roumains ont été empêchés de dire la messe, ont cherché un refuge provisoire sous l'égide de l'évêché bulgare de Ohrida. »

Le 15 janvier 1893, sous n° 29, M. Mitilieu écrivait au ministère des Affaires étrangères :

« Si la Porte ne leur assure pas un instant plus tôt la possibilité de se donner un chef d'Église de leur nationalité, il se pourrait que les Valaques, dans un moment d'exaspération, fissent appel au Pape, le proclamant comme chef spirituel, sous la réserve de conserver les dogmes et les canons de l'Église d'Orient, à l'instar des Bulgares d'Andrinople. »

Le même rapportait, le 28 mai 1894, sous n° 288 :

« Si les délégués et M. Ap. Margarit ne se donnent pas la peine de trouver un prélat roumain comme chef, ils prouveront que les uns, incapables et imbus de préjugés, ont sérieusement peur pour eux-mêmes d'un schisme, et que les autres veulent pousser doucement les Valaques à se mettre sous l'autorité spirituelle du Pape, en les déclarant *unis*. »

Tassi Papatannasi, notre premier délégué, écrivait, de Grebena 13 octobre 1894 : « Ap. Margarit se trouve en relations étroites

avec les catholiques et penche sérieusement vers le catholicisme. » M. Mitiline, dans son rapport n° 353, du 26 juin 1893, parle de la solution qui consisterait

« à mettre les Roumains sous l'autorité spirituelle du Pape, en lui demandant l'envoi d'un évêque catholique. On connaît les efforts de Benoît XV, pour unir les orthodoxes au catholicisme. Je ne mourrai pas, a dit Mgr Bonetti à un de mes amis, sans voir l'autorité du patriarche grec limitée aux sept tours qui entourent Constantinople. Son Excellence, pour ne parler que des Roumains de Turquie, est-Elle assurée qu'Elle a des prosélytes parmi les notables macédoniens?... Il me paraît difficile d'admettre que la masse du peuple, et particulièrement les femmes de Macédoine, suivraient les partisans d'une pareille idée. »

Toutes ces menées souterraines finirent par indisposer le gouvernement. Le 28 mai 1894, sous n° 288, le ministre des Affaires étrangères, Al. Lahovary, écrivait à notre envoyé à Constantinople :

« Si M. Margarit ne réussit pas, il prouvera que l'œuvre qu'il avait entreprise dépasse ses forces; dans cette hypothèse, il donnerait une apparence de fondement aux accusations de ses adversaires, qui ont mis en doute sa bonne foi... et qu'il cache des buts, auxquels le gouvernement roumain ne saurait s'associer. » Le 2 août 1894, la Légation de Roumanie à Constantinople télégraphiait sous n° 389 : « Il y a évidemment de la part d'Ap. Margarit un mauvais vouloir ou une tendance qu'on lui attribue depuis longtemps ». Le 9 août 1894, Al. Lahovary télégraphiait sous n° 15 192 : « Vous laisserez entendre à Ap. Margarit qu'il sera suspendu ou destitué et qu'une enquête sera ordonnée contre lui. » Enfin, le même télégraphiait le 12 août 1894, sous n° 15 801 : « Le Gouvernement est disposé à ne plus tolérer, dans l'avenir, l'omnipotence et l'arbitraire d'Ap. Margarit. »

\* \* \*

Je connaissais toute cette correspondance avant d'arriver à mon poste. Je me demandais naturellement comment un homme, dont la duplicité était de notoriété publique, pouvait encore conserver son crédit exclusivement auprès de M. Sturdza. Une fois à Constantinople, j'eus l'occasion de rencontrer, à plusieurs reprises,

1. *Mon rapport n° 1 233 du 16 octobre 1899* : « M. Ap. Margarit m'a demandé de donner une des huit bourses de *Galata Sérail* à son neveu D. Margarit, qui étudie dans l'institution des Frères Lazaristes de Saint-Benoît d'ici... J'ai refusé, le but de l'État roumain n'étant pas d'accorder des bourses pour que les Roumains étudient dans les institutions de propagande catholique militante. »

dans les ambassades des États catholiques, Mgr Bonetti, alors délégué du Vatican auprès de la Sublime-Porte, naturellement sans rang officiel de nonce accrédité auprès d'un souverain qui était infidèle, et par suite ne figurant pas sur la liste du corps diplomatique. Nous nous connûmes, nous gardant bien toutefois de toucher au sujet brûlant qui nous intéressait tous les deux, sous un angle diamétralement opposé. Le mystère qui pesait sur l'influence fantastique d'Ap. Margarit me fut éclairci par M. Sturdza lui-même. Un jour, il m'invita, ainsi que mon frère, à dîner chez lui. Nous fûmes très surpris de ne pas voir à table Mme Zoé Sturdza, femme dont l'esprit caustique était généralement connu et redouté. Pendant le dîner, notre hôte, avec ses manies apocalyptiques auxquelles nous étions habitués, ne cessa de parler des difficultés politiques du pays et, pour les expliquer, de remonter, sinon au déluge, du moins aux Divans-*ad-hoc*, institués dans des principautés danubiennes après le Traité de Paris de 1856. A la fin du dîner, brusquement, il nous tint ce langage : « Pour raffermir la Roumanie, pour la voir définitivement entrer dans la voie du progrès et de la civilisation occidentale, je ne vois, pour ma part, qu'un moyen sûr : faire admettre le peuple roumain dans le giron de l'Église catholique. Voulez-vous tous les deux m'aider dans cette œuvre? » Je sentis tout mon sang affluer à ma tête; je regardai mon frère : il était blême. Un silence mortel tomba et dura plusieurs douloureuses minutes. Nous ne répondîmes absolument rien. Sturdza comprit qu'il avait fait fausse route. Nous nous en allâmes, sans discussion, sans reproches, mais notre crédit auprès du vieux politicien demeura désormais nul. C'est la première fois que je fais cette confession; je crois de mon devoir de la faire, car la scène passée entre nous trois jette, me semble-t-il, une vive lumière sur les derniers actes de la vie politique de D. Sturdza.

Ainsi cet homme, dans un pays où l'orthodoxie était la religion d'État, remplissait, au sein même du gouvernement qu'il présidait, le rôle d'agent de propagande d'une religion hétérodoxe! Mais, sans avoir le courage de proclamer sa nouvelle foi dans le Royaume même, il essayait, sournoisement, par l'entremise de Margarit, d'égarer l'opinion de la population roumaine de l'Empire ottoman. Germanophile avéré, il s'appuyait, dans son travail occulte,

principalement sur l'Autriche-Hongrie, car sa francophobie était au moins égale à sa russophobie; ne m'avait-il pas dit, une fois : « Je n'ai jamais été à Paris et je compte bien, tant que je vivrai, de ne pas y mettre les pieds? » Le destin cruel et ironique l'y obligea pourtant bien malgré lui; on sait qu'ayant perdu la raison, il fut interné dans une clinique de Sèvres. Quand il en sortit, je le revis pour la dernière fois, à Paris, à l'hôtel Saint-James. Les savants parisiens affirmèrent que sa maladie mentale remontait à cinq ou six ans. Cela explique ses fréquents accès de rage pour des vétilles, ses rancunes tenaces, souvent non motivées, son incohérence politique et aussi ce projet monstrueux de faire changer la religion du peuple roumain, qui dénomme pourtant sa foi : *legea* (la loi). Cette loi est éternelle pour lui; c'est grâce à elle qu'il a résisté pendant des siècles aux nombreuses invasions et tentations étrangères. *Toutes* les religions sont bonnes, principalement, bien entendu, *toutes* les religions chrétiennes, si on en applique les principes de haute morale qui les inspirent. On comprend, à la rigueur, le prosélytisme exercé sur les peuplades barbares de l'Afrique et de l'Asie, mais non sur des chrétiens, comme les Roumains, qui ont donné des preuves indiscutables d'attachement à leur foi ancestrale. Je ne crois pas que l'école catholicisante de Sturdza ait fait de nombreux adeptes, sauf quelques conversions isolées et inoffensives. Au surplus, il n'y a plus de catholiques, parmi les membres de la famille royale roumaine. La Roumanie a doublé son territoire et presque triplé sa population. L'église roumaine est nationale et autocéphale. Son patriarche doit veiller à l'apaisement des âmes et ne saurait se mettre sous la dépendance, même atténuée, d'un autre chef religieux. J'espère, au contraire, qu'à la longue, les quelques Transylvains *uniates* reviendront à la foi orthodoxe de l'immense majorité de la population roumaine. L'éminent Métropolitite orthodoxe d'Arad Mgr Balan, a exprimé, au Sénat, la même conviction, dans un brillant discours, qui a fait sensation. Par contre, il est vrai, un professeur, M. Lovinesco, pour défendre la thèse opposée, a fallacieusement demandé : « Que serait aujourd'hui la Roumanie, si tous les Roumains avaient embrassé le catholicisme, en même temps que certains Transylvains? » La réponse me paraît simple : si mon pays, par la religion, s'était rattaché, au XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'Empire autrichien,

il n'aurait pas pu constituer, à l'heure actuelle, un grand royaume indépendant; bien au contraire, ballotté par les influences confessionnelles, démembré, il aurait senti s'appesantir davantage sur lui la fêrule des Hongrois, plus anciens catholiques; il serait ainsi à la merci de ses voisins. Si le regret de M. Lovinesco vise principalement l'état culturel du pays, on reconnaîtra que, pour une civilisation néolatine très problématique, on ne pouvait pas risquer l'existence même d'un peuple appelé à jouer un grand rôle dans le proche Orient, comme l'avant-garde même de la latinité, dont il est fier, et qu'il compte garder, avec sa foi orthodoxe, comme il l'a gardée pendant les siècles passés.

\*  
\* \*

Peu de temps après la chute du Cabinet Sturdza (avril 1899), on demanda l'agrément pour la nomination comme ministre à Constantinople d'Al. Ghika-Brigadier. Je crus naturellement que c'était le nouveau ministre des Affaires étrangères, M. Jean Lahovary qui avait fait la demande; mais, en rentrant dans le pays, j'appris, par le roi Carol lui-même, que c'était M. Sturdza qui avait accompli cette besogne. Ce qui fut réellement caractéristique et très flatteur pour moi, c'est que le sultan ne donna son agrément qu'après six mois; de l'avis de tous les diplomates, c'était un vrai record d'ajournement. Mon audience de congé chez Abdul-Hamid eut lieu le 17 novembre 1899. Le sultan fut pour moi d'une amabilité extrême; comme je possédais déjà les grands cordons de Medjidie et d'Osmanie, le Padischah me conféra l'Imtiaz réservé jusqu'alors aux seuls ambassadeurs; il insista pour que je présente une liste de parents et d'amis que j'aimerais voir décorés et qui le furent. Du côté de mon souverain, la meilleure preuve que le roi Carol avait apprécié mon activité, c'est que, pendant mon séjour à Bruxelles, mon frère, alors ministre des Affaires étrangères, m'écrivait pour me demander de la part du Roi si éventuellement je voudrais retourner à Constantinople.

Conscient donc d'avoir pleinement rempli mon devoir j'adressai, le 31 octobre 1899, sous n° 1 350, mon dernier rapport au ministre des Affaires étrangères où, je consignai quelques vérités :

« Je crois devoir attirer l'attention du gouvernement royal sur la principale cause qui a ruiné notre action en Turquie. Je n'étonnerai personne en affirmant que cette cause est la position officielle que M. Ap. Margarit occupe encore, malgré tous les scandales provoqués, et grâce à laquelle il se mêle de toutes les affaires, avec l'esprit étroit, qui le caractérise, d'exploitation matérielle et de mesquine vengeance contre quiconque dévoile ses intrigues et ses spéculations. Il est évident que les Turcs, voyant, tour à tour, les ministres et les consuls du pays sacrifiés, tandis que M. Ap. Margarit reste inébranlable comme un roc, donnent plus d'attention à ses perfidies qu'aux interventions officielles des représentants roumains.... M. Ap. Margarit, depuis plusieurs années, n'a plus inspecté nos écoles de Macédoine<sup>1</sup>; les ordres qu'il a reçus, dans ce sens, des ministres Sturdza, Haret<sup>2</sup> et Take Jonesco, n'ont pas été exécutés; il paraît être au-dessus des lois du pays et au-dessus de la volonté de tous les gouvernements qui se succèdent chez nous.... Partout, il a jeté la zizanie parmi les Roumains.... Dans la question de notre église, il est prouvé que tous les obstacles ont été soulevés justement par le grand vizir, chez lequel M. Ap. Margarit se vantait d'avoir le plus d'influence<sup>3</sup>. Il a été et est contre l'indépendance de l'église roumaine en Turquie, parce que, dans l'organisation de l'Empire, le chef de cette église prend également la direction de l'enseignement<sup>4</sup>; toute la parodie, qu'il monta, avait pour but d'extorquer des sommes importantes d'argent et de nombreuses décorations. J'ai la consolation que je ne suis pas tombé dans son traquenard, tous mes rapports en font foi.... M. Ap. Margarit est un homme compromis, entièrement déconsidéré, sans aucune influence, et par-dessus le marché un agent de l'étranger.... Tant qu'il sera ici, rien de bon ne pourra être accompli pour le développement de notre action en Turquie, quel que soit le gouvernement de Bucarest, quel que soit le ministre de Roumanie à Constantinople. »

Effectivement, rien, au point de vue religieux, n'a pu être réalisé après mon départ : ni Antim, ni aucun autre chef religieux roumain n'a pu être intronisé, ni à Constantinople, ni dans aucune autre ville de l'Empire ottoman. Vint la bourrasque balkanique, puis la grande guerre mondiale. Aujourd'hui, les Roumains de Macédoine

1. *Rapport de M. Al. Rosetti-Solesco, n° 484, du 28 octobre 1898* : « Depuis environ trois ans que je suis ici, M. Margarit n'a fait aucune inspection dans les vilayets de Salonique et d'Uskub. »

2. *Télégramme du D<sup>r</sup> Pucerea, adressé au ministre de l'Instruction publique, le 24 octobre 1898* : « Margarit, furieux des dispositions salutaires prises par le ministère, a mis tous les siens en mouvement pour contrecarrer votre action. »

3. Avec l'appui de Djavid Bey, fils du grand vizir, mort en octobre 1899, par sa lettre du 27 octobre, M. Al. Padeano consul à Bitolia m'informa que « les intrigues de M. Ap. Margarit n'ont plus de prise dans ce vilayet. »

4. Ap. Margarit prétendait, dans son tableau olographe, que je possède, qu'il y avait en Turquie 83 écoles roumaines, avec 3 958 élèves.

sont répartis soit en Serbie, soit en Bulgarie, soit en Grèce, tous les trois pays orthodoxes. Ils doivent s'accommoder autant que possible aux différents régimes des trois États. Pour leur défense, il y a les grands principes de la Société des Nations concernant les minorités. De plus, comme nous avons également de nombreux Grecs, Serbes et Bulgares en Roumanie, on doit forcément se ménager de part et d'autre. En tout cas la propagande catholique en Macédoine est éteinte.

#### LA TURQUIE NOUVELLE<sup>1</sup>.

Je ne puis abandonner la rédaction de ces souvenirs, sans dire quelques mots de la Turquie nouvelle, envers laquelle je serai impartial, comme je l'ai été avant la guerre; mon ancien maître Louis Renault l'a reconnu dans la préface qu'il a accordée à mon volume *Cent projets de partage de l'Empire ottoman* : « L'auteur est juste, même pour les Turcs, dont il fait ressortir les sérieuses qualités. »

Je ne raconterai pas en détail ce qui se passa dans l'Empire ottoman, après mon départ. On sait que Abdul-Hamid, qui avait renvoyé les députés du premier Parlement ottoman, en 1876, fut obligé, le 11 juillet 1908, de convoquer le second Parlement, qui se réunit le 17 décembre. Le 13 avril 1909 une révolution éclata. Le 26, l'armée de Mahmoud Chekhet Pacha prit Constantinople et le Parlement de San Stefano proclama la déchéance d'Abdul-Hamid. Mehmed Rechad V monta sur le trône; mais les jeunes Turcs restaient toujours les maîtres. Enver Bey accourut de la Tripolitaine. Le 4 janvier 1913, les ambassadeurs des six puissances demandèrent à la Turquie de céder Andrinople à la Bulgarie. Le 20 janvier, Enver et une bande de 260 jeunes Turcs assaillirent la Sublime-Porte et Nazim Pacha fut tué. Du 10 janvier 1913 au 29 juin 1914, on eut la terreur jeune-turque et l'anarchie fut générale. Dans les premiers jours d'août 1914, les bateaux de guerre allemands *Gœben* et *Breslau* firent leur apparition au Bosphore.

1. Cf. P. Loti, *Les alliés qu'il nous faudrait*, Paris 1919; H. Seignobos, *Turcs et Turquie*, Paris, 1920; *Le problème turc*, préf. de V. Bérard (par le comte Ostrorog), Paris, 1917; J. Schicklin *Angora*, Paris 1922; A. Hakki, *Les événements de Turquie*, Lausanne, 1919; A. Mandelstam, *Le sort de l'empire ottoman*, Paris, 1917; M. Pernot, *La question turque*, Paris, 1923; O. Kiazim, *L'aventure kémaliste*, Paris, 1921; Berthe G. Gaulis, *La nation turque*, Paris, 1921.

Voici comment l'ancien ambassadeur des États-Unis à Constantinople, M. Morgenthau, raconte, dans ses *Mémoires* (1919), la genèse de la grande guerre, provoquée par l'Allemagne : « Wangenheim partit pour Berlin, après l'assassinat de l'archiduc d'Autriche.... « J'avais été mandé à Berlin, me dit-il, pour assister à un conseil impérial, qui se tint à Postdam le 5 juillet 1914 et fut présidé par le Kaiser.... Celui-ci avait solennellement posé la question suivante : « Êtes-vous prêts pour la guerre? » Tous répondirent : « oui » sauf les financiers, qui demandèrent deux semaines, pour négocier leurs valeurs étrangères et contracter des emprunts.... » L'ultimatum à la Serbie fut envoyé le 22 juillet, à peu près le délai de deux semaines demandé par les financiers, pour effectuer leurs opérations.... Examinant la cote de la bourse de New-York pendant ces deux semaines historiques, on voit des courbes impressionnantes, spécialement pour les valeurs internationales. » Parmi tant d'autres preuves, que j'ai exposées ici-même<sup>1</sup>, celle-ci est la plus décisive. C'est avec raison que la défunte Impératrice Friedrich, qui le connaissait bien, dans ses lettres publiées récemment, dit de Guillaume II : « Au bord du tombeau, je regrette le chemin dangereux qu'a pris mon fils; ce qui est pire, c'est que nous devons peut-être payer tous pour son ignorance et sa légèreté. »

Le 7 septembre l'accord avec la Bulgarie fut signé à Sofia par le conseiller d'ambassade Neurath. Le 29 octobre Talaat (qui était *pomak*, c'est-à-dire renégat bulgare) dit à M. Morgenthau que la Turquie avait décidé de se ranger du côté des Allemands. Trois torpilleurs turcs coulèrent la canonnière *Donetz* dans le port d'Odessa. Lorsque M. Bompard et Sir L. Mallet demandèrent leurs passeports, le grand vizir Saïd Halim fondit en larmes. Enver et Talaat dominaient la situation : « Ils n'étaient, dit M. Morgenthau, que des aventuriers, arrivés au pouvoir par l'assassinat et l'intrigue. » Ce sont eux qui poussèrent la Turquie dans le camp des puissances centrales; équitablement parlant, le peuple turc ne doit pas en porter la responsabilité.

Les soldats turcs, comme toujours, se battirent vaillamment<sup>2</sup> ils

1. *Revue des Sciences Politiques* d'avril et de juillet 1928.

2. Le turc a la bravoure militaire, l'intrépidité foncière, inconsciente, magnanime. » (Comte Ostorrog, *op. cit.* p. 37). — « Le Turc est un soldat né, sous des

prouvèrent que le sultan Abdul-Hamid avait raison de dire : « Nous ne sommes nullement, ainsi que le prétend Fuad, un peuple à l'agonie; nous sommes un peuple vigoureux et vivant<sup>1</sup>. » Le 10 janvier 1917, les puissances adressèrent au président Wilson une note, par laquelle elles demandaient : « Le rejet hors d'Europe de l'Empire ottoman, décidément étranger à la vie occidentale. » L'armée turque défendit âprement les Dardanelles. Rejetée en Asie Mineure, MM. Lloyd George et Clemenceau eurent tort d'encourager les Grecs à s'annexer Smyrne et son interland; M. Venizelos commit également l'imprudencé d'entreprendre cette lutte, tout à fait inégale; sous la protection de l'amiral Calthorpe les Grecs occupèrent Smyrne le 15 mai 1919. Mais comment la petite flotte grecque aurait-elle pu maintenir l'occupation du rivage, lorsque, derrière, vivait un peuple guerrier, sur un territoire plus étendu que celui de la France? Ce fut une faute stratégique et politique. Elle amena de grandes complications et prolongea la guerre. Les Grecs avaient une simple emprise économique en Asie Mineure<sup>2</sup>, où leur commerce prospérait admirablement; les Turcs s'en accommodaient. Aujourd'hui Smyrne est ruinée; les Grecs, comme les Turcs eux-mêmes en souffrent.

Alors commença l'épopée de Kémal, ennemi mortel d'Enver. Il se mit à la tête du mouvement nationaliste et ses ennemis mêmes doivent lui rendre justice, car il sauva le pays du danger extérieur. Le 23 avril 1920, l'Assemblée nationale d'Angora élut le grand Conseil national, qui déclara la guerre à l'Angleterre. L'armée grecque fut écrasée et Kémal, non seulement reprit Constantinople, mais encore obtint Andrinople. Il proclama Angora capitale de la République ottomane, dont il est actuellement le président. On doit reconnaître qu'au point de vue stratégique, cela valait mieux, car Constantinople était toujours menacée par les flottes étrangères<sup>3</sup>.

dehors nonchalants, il a conservé une âme janissaire; les lois mystérieuses de l'atavisme le plient facilement à la discipline. » (H. Seignobos, *op. cit.* p. 139).

1. *Op. cit.* p. 39.

2. La province avait 1 588 996 habitants dont seulement 233 914 Grecs. (A. Hakkî, *op. cit.* p. 6).

3. Je lis dans les *Pensées et Souvenirs d'Abdul Hamid* : « C'est une étrange proposition que me fait mon vizir Koutschuk Saïd : Brousse deviendrait notre résidence.... Il est vrai qu'à Constantinople nous nous trouvons sur un baril de poudre. La proposition de Saïd vaudrait vraiment la peine d'être sérieusement prise en considération. » (p. 20).

En Asie Mineure, pays éminemment musulman, les Turcs sont chez eux et peuvent mieux résister aux poussées ennemies. Abdul-Hamid avait dit : « Nous souffrons du mélange des nationalités; plus nous nous replierons sur nous-mêmes, et plus nous nous concentrerons. » Dès mai 1921, Mme Berthe G. Gaulis, dont je connus très bien le mari à Constantinople, jugea favorablement l'action de Kémal : « Le mouvement nationaliste turc doit vaincre, parce qu'il s'appuie sur un très grand idéal, parce que ceux qui le dirigent font abstraction de tous leurs intérêts personnels, qu'ils ont une grande âme et un absolu désintéressement<sup>1</sup>. »

Après ses succès sur les champs de bataille, Kémal se révéla aussi grand réformateur. Il supprima, peut-être un peu trop hâtivement, le *yachmak* (voile des femmes) et le fez des hommes, ce qui déconcerta les touristes, car ces deux signes extérieurs avaient leur charme incontestable. Plus importante fut l'introduction de l'alphabet latin. L'écriture turque, de droite à gauche, avec ses caractères hiéroglyphiques, était un sérieux obstacle à la connaissance et à la diffusion de la langue. Cette réforme aura sûrement des suites heureuses. On veut aussi introduire la monogamie, qu'Abdul-Hamid préconisait<sup>2</sup>. Mais Kémal commit la grande faute de supprimer, non seulement le sultanat, mais aussi le khalifat<sup>3</sup>. Selon M. Pernot, « Le sultan des Osmanlis n'est calife que par hasard et depuis quelques siècles. » Mais, sans entrer dans des discussions de faits, justement l'ancienneté de quelques siècles, d'une institution aussi importante et qui a donné les meilleurs résultats au point de vue de la cohésion de la race musulmane, plaide en faveur de son maintien. Cette faute était d'autant plus regrettable, que le dernier khalife, S. M. Abdul-Medjid, très cultivé et ami des beaux-arts, aurait pu jouir d'un grand prestige, tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Comment Kémal Pacha ne s'est-il pas rendu compte que le khalife, par son autorité morale sur les nombreux millions de musulmans des possessions françaises, anglaises, italiennes, néerlandaises et russes, pouvait obtenir de très grandes concessions de toutes les puissances protectrices? C'était un bel atout dans les

1. *Op. cit.* p. 141.

2. *Ibid.*, p. 203.

3. C. G. Bello, *Aperçu sur l'illégalité du sultan turc en tant que khalife*, Paris, 1919.

transactions internationales. On y a renoncé trop légèrement.

On a reproché à Kémal d'avoir, le 16 mars 1921, signé un traité d'amitié avec la république des Soviets russes et aussi le traité de Kars du 13 octobre 1921. Mais on perd de vue que la Turquie se trouvait complètement isolée et devait au moins se garantir du côté de la Russie bolchevique, sa voisine immédiate. Kémal Pacha lui-même a dit : « Le Turc est réfractaire aux idées de communisme et de révolution sociale<sup>1</sup>. » Du reste, il y a également deux traités franco-kémalistes : l'un signé le 20 octobre 1921 par M. Franklin Bouillon, et l'autre signé le 2 janvier 1922 par M. Frunza (un bolchevik d'origine roumaine). Après la mort de Kémal, il n'est pas impossible qu'une monarchie constitutionnelle soit réintégrée en Turquie. En attendant il est juste d'accorder un grand crédit au peuple turc, qui a été malgré lui, entraîné dans la grande guerre et qui mérite un traitement plus amical que les anciens ennemis. L'Europe n'a jamais ménagé la Turquie : après la guerre de 1897, provoquée par les Grecs, on fut injuste envers les Turcs et on les priva du fruit de la victoire. Il en fut de même plus tard : « Le 17 juin 1919, Damad Ferid Pacha exposait, dans un long mémoire au Conseil des Dix, la défense de la Turquie.... La Conférence rejetait la demande du maintien de l'intégrité de la Turquie<sup>2</sup> ». On devait tenir compte des conditions spéciales de l'organisation de l'État ottoman. « La Turquie, dit M. Mandelstam, a toujours été une *despotie démocratique*, dans ce sens que l'aristocratie n'y existe pas<sup>3</sup>. » Oui, mais ce n'est nullement une démocratie dans le sens occidental : les Turcs sont, en grande majorité, des paysans qu'unit la même foi religieuse. On peut être assuré que les idées subversives ne ruineront pas les fondements de l'État turc, quelle que soit la forme de son gouvernement. D'un autre côté, un des catholiques qui connaissent le mieux la Turquie, a affirmé : « L'islamisme n'est pas une religion fanatique.... Le Turc, politiquement si fanatique, religieusement ne l'est pas du tout. » Aussi a-t-il respecté la religion

1. Pernot, *op. cit.*, p. 99.

2. Seignobos, *op. cit.*, p. 234.

3. Comte Ostorrog, *op. cit.*, p. 26 et 187. — Pierre Loti : « Franchet d'Esperey vient de traduire en Conseil de guerre le général allemand Liman von Sanders, pour avoir été l'homme qui a ordonné les derniers massacres des Arméniens. » (*op. cit.*, p. 9).

4. *Ib.* p. 39.

des nombreuses nationalités, qu'il a eues sous sa domination, ce qui leur a permis, plus tard d'exister d'une vie propre. Ce peuple qui, dans le passé s'est couvert de gloire sur les champs de bataille de l'Europe, jusque sous les murs de Vienne, de l'Asie et de l'Afrique et qui est resté inébranlablement fidèle à son ancienne alliance, conclue avec François I<sup>er</sup> de France, vit modestement : « Le pauvre paysan turc, buveur d'eau et mangeur de légumes, est le modèle achevé de la sobriété humaine. » Là est, peut-être, le secret de sa grande force physique et de sa sérénité morale; en effet, de tout temps, on a dit : « Fort comme un Turc! »

Enfin, pour achever ce portrait, je citerai encore P. Loti, qui rapporte le propos d'un grand homme d'État roumain (probablement Take Jonesco) à M. Barthou : « La Roumanie vient de subir l'invasion de plusieurs peuples divers; les voilà, par ordre de férocité : les plus atroces ont été les Allemands; après eux les Bulgares; ensuite les Autrichiens et puis les Hongrois. Les plus humains de tous ont été, sans contredit, les Turcs. »

Pour la tranquillité, non seulement du proche Orient, mais de l'Europe tout entière, il faut, de toute nécessité, permettre aux Turcs de s'organiser, comme les autres peuples, d'après le système moderne. Tant pis s'ils sont bientôt tous habillés à la bourgeoise et si toutes les rues de leurs villes sont rectilignes et se croisent en angles droits, à l'américaine. « L'ennui naquit un jour de l'uniformité. » Lorsque l'uniformité de la vie sociale régnera sur tout le globe, l'humanité connaîtra vraiment son malheur anti-esthétique. Mais il paraît que c'est là le progrès. Laissons donc la Turquie accomplir sa destinée, par une évolution lente mais sûre; avec les qualités de ses habitants, nul doute qu'elle n'y parvienne. M. Mandelstam lui-même, qui n'est pas tendre pour les Osmanlis, écrit : « La nation turque peut se régénérer. Cette régénération sera saluée avec joie par l'humanité. Mais, en tout cas, l'Empire ottoman, tuteur d'autres races, doit disparaître. » Ce dernier vœu étant exaucé, aidons les Turcs à se développer en paix selon leurs aspirations nationales. Il y a place, sur la terre, et pour la croix, et pour le croissant.

TRANDAFIR G. DJUVARA,  
Ministre plénipotentiaire de Roumanie.

